

# **Budget voté 2002**

**Equipement, transports et logement. III. Transports et sécurité routière**

## **Note explicative**

### **Le budget voté de 2002 est le premier budget exprimé en euros.**

- 1) Le budget voté est présenté par chapitre, le plus souvent décrit en quatre ou cinq parties :
  - les chapitres de dépenses ordinaires comportent en principe une présentation des crédits de la loi de finances, par article, puis une présentation détaillée des crédits par paragraphe, une partie d'analyse des crédits et des éléments d'information sur l'exécution. Des annexes peuvent être ajoutées ;
  - les chapitres de dépenses en capital comportent une répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année, une prévision de répartition des AP nouvelles, puis une description des dispositifs et textes de référence, le calcul des crédits de paiement restant à ouvrir, les transferts et répartitions non soldés et des éléments d'information sur l'exécution.
- 2) Les sommes figurant dans le présent fascicule sont exprimées en euros, sauf indication contraire.
- 3) La valeur du point d'indice majoré prise en compte pour le calcul des crédits de rémunération est de 52,0638 €
- 4) Dans le développement des chapitres de personnel, la dépense annuelle théorique n'est mentionnée que lorsqu'elle est d'un montant différent de celui des crédits. Les tableaux d'emplois et d'indemnités apparaissent dans la troisième partie "Eléments de calcul de la dépense annuelle théorique" de chaque chapitre. Par dépense annuelle théorique, on entend, pour les rémunérations principales, le produit de l'indice majoré moyen par l'effectif et la valeur du point, et, pour les chapitres indemnitaires, le produit du taux moyen par l'effectif.
- 5) Le budget voté ne retrace pas l'ensemble des paragraphes de la nomenclature d'exécution.
- 6) En ce qui concerne le tableau des éléments d'information sur les crédits disponibles des chapitres de dépenses de capital, le montant des AP disponibles et celui des CP disponibles n'ont pas lieu d'être rapprochés, bien qu'ils figurent sur une même ligne. On entend en effet par AP disponibles celles qui n'ont été ni affectées ni déléguées et par CP disponibles ceux qui n'ont pas fait l'objet de paiement ; les CP disponibles sont destinés à couvrir l'ensemble des AP, qu'elles aient ou non été déléguées, affectées ou engagées, et non les seules AP disponibles.

## Table des matières

<b>I. Récapitulations des crédits .....</b>	<b>5</b>
Crédits par titre et partie.....	7
Crédits et effectifs par agrégat et titre .....	9
Crédits par chapitre et article .....	11
<b>II. Analyse des crédits .....</b>	<b>17</b>
Dépenses ordinaires .....	19
Dépenses en capital .....	77
<b>III. Documents annexes .....</b>	<b>107</b>
Crédits ouverts à titre non reconductible .....	109
Présentation des dépenses, par agrégat et titre .....	111
Présentation économique des dépenses.....	113
Tableau récapitulatif des crédits et des effectifs sur 5 ans .....	115
Récapitulation des prévisions de fonds de concours.....	121
Tableau de passage de la nomenclature 2000 à la nomenclature 2001 et à la nomenclature 2002.....	123



## **I. Récapitulations des crédits**



## Crédits par titre et partie

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>7.490.377.000</b>
<b>Titre III - Moyens des services</b>		<b>211.136.600</b>
2ème partie - Personnel en retraite. Pensions et allocations		91.500
5ème partie - Travaux d'entretien		205.941.400
6ème partie - Subventions de fonctionnement		"
7ème partie - Dépenses diverses		5.103.700
<b>Titre IV - Interventions publiques</b>		<b>7.279.240.400</b>
3ème partie - Action éducative et culturelle		6.043.100
4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions		22.913.700
5ème partie - Action économique. Subventions aux entreprises d'intérêt national		3.904.626.600
6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité		919.340.000
7ème partie - Action sociale. Prévoyance		2.426.317.000
<b>Dépenses en capital</b>	<b>2.340.102.000</b>	<b>1.790.725.000</b>
<b>Titre V - Investissements exécutés par l'Etat</b>	<b>1.589.858.000</b>	<b>1.221.581.000</b>
3ème partie - Transports, communications et télécommunications	1.589.858.000	1.221.581.000
<b>Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat</b>	<b>750.244.000</b>	<b>569.144.000</b>
3ème partie - Transports, communications et télécommunications	750.244.000	569.144.000
<b>Total général</b>	<b>2.340.102.000</b>	<b>9.281.102.000</b>





### Crédits et effectifs par agrégat et titre

Agrégats	Dépenses ordinaires		Dépenses en capital		Total pour 2002	Effectifs pour 2002
	Titre III	Titre IV	Titre V	Titre VI		
14 Développement du réseau routier national	4.766.700		540.543.000	25.562.000	570.871.700	
15 Entretien et réhabilitation du réseau routier national	179.747.000	18.140.000	384.120.000		582.007.000	
16 Sécurité routière et exploitation de la route	26.531.400	1.984.000	24.598.000	1.569.000	54.682.400	
23 Modernisation et développement des infrastructures des réseaux ferroviaires et des voies navigables		2.358.736.600	2.103.000	309.062.000	2.669.901.600	
24 Transport de voyageurs		2.308.870.000	4.865.000	215.360.000	2.529.095.000	
25 Transport de marchandises		48.652.800	1.615.000	14.542.000	64.809.800	
26 Politiques sociales	91.500	2.542.857.000			2.542.948.500	
27 Aviation et aéronautique civiles			263.737.000	3.049.000	266.786.000	
<b>Total général</b>	<b>211.136.600</b>	<b>7.279.240.400</b>	<b>1.221.581.000</b>	<b>569.144.000</b>	<b>9.281.102.000</b>	



## Crédits par chapitre et article

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
<b>Dépenses ordinaires</b>				
<b>Titre III - Moyens des services</b>				
<b>2ème partie - Personnel en retraite. Pensions et allocations</b>				
<b>32-91</b>			<b>Pensions et retraites. Prestations et versements de l'Etat</b>	<b>91.500</b>
	10	26	Chemins de fer d'intérêt régional ou local	91.500
<b>5ème partie - Travaux d'entretien</b>				
<b>35-42</b>			<b>Routes. Sécurité et circulation routières. Entretien, maintenance et fonctionnement</b>	<b>205.941.400</b>
	10	15	Entretien courant du réseau routier national, moyens des parcs et viabilité hivernale (dépenses déconcentrées)	179.410.000
	20	15	Information du public et actions d'accompagnement de la politique d'entretien du réseau routier	"
	30	16	Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions non déconcentrées	4.040.000
	40	16	Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions déconcentrées	19.518.400
	50	16	Exploitation de la route. Information des usagers et centres d'information routière	2.973.000
<b>6ème partie - Subventions de fonctionnement</b>				
<b>36-25</b>			<b>Subvention au budget annexe de l'aviation civile</b>	<b>"</b>
	10	27	Budget annexe de l'aviation civile	"
<b>7ème partie - Dépenses diverses</b>				
<b>37-46</b>			<b>Services techniques et actions internationales dans le domaine routier</b>	<b>5.103.700</b>
	30	14	S.E.T.R.A. - C.E.T.U. Moyens de fonctionnement	4.766.700
	50	15	Centre national des ponts de secours. Moyens de fonctionnement	337.000
<b>Titre IV - Interventions publiques</b>				
<b>3ème partie - Action éducative et culturelle</b>				
<b>43-10</b>			<b>Actions de promotion dans le domaine des transports</b>	<b>6.043.100</b>
	10	25	Aide à la formation professionnelle dans le domaine des transports terrestres	5.680.522
	30	25	Aide à la formation économique et sociale des salariés des transports terrestres	362.578
<b>4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions</b>				
<b>44-20</b>			<b>Interventions dans le domaine des transports et de la sécurité routière</b>	<b>22.913.700</b>
	10	25	Interventions en faveur de la batellerie	762.163
	20	25	Comité national routier	1.829.388
	30	25	Actions de concertation et d'animation	198.149

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Crédits
	40	15	Subventions intéressant la gestion de la voirie nationale	18.140.000
	50	16	Actions d'incitation en matière de sécurité routière	1.984.000
<b>5ème partie - Action économique. Subventions aux entreprises d'intérêt national</b>				
<b>45-41</b>			<b>Interventions dans le domaine des transports combinés</b>	<b>39.820.000</b>
	10	25	Subventions aux transports combinés	39.820.000
<b>45-42</b>			<b>Subventions aux transports de voyageurs à courte distance</b>	<b>1.506.070.000</b>
	20	24	Organisation de dessertes à courte distance	5.407.000
	30	24	Services régionaux de voyageurs de compétence régionale	1.500.663.000
<b>45-43</b>			<b>Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires et au désendettement</b>	<b>2.358.736.600</b>
	10	23	Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires	1.681.536.600
	20	23	Contribution au désendettement de la S.N.C.F.	677.200.000
<b>6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité</b>				
<b>46-41</b>			<b>Contribution de l'Etat aux transports collectifs en Ile-de-France</b>	<b>802.800.000</b>
	60	24	R.A.T.P. TVA sur les annuités d'amortissement des biens financés par des subventions d'équipement	3.350.000
	70	24	Contribution à l'exploitation des transports collectifs en Ile-de-France	799.450.000
<b>46-42</b>			<b>Transports collectifs. Compensation pour tarifs sociaux</b>	<b>116.540.000</b>
	10	26	Compensation pour tarifs sociaux S.N.C.F.	114.910.000
	20	26	Autres compensations tarifaires	1.630.000
<b>7ème partie - Action sociale. Prévoyance</b>				
<b>47-41</b>			<b>Subventions au régime de retraite de la S.N.C.F. et à divers régimes sociaux particuliers des transports terrestres</b>	<b>2.426.317.000</b>
	10	26	Charges de retraite de la S.N.C.F.	2.282.387.000
	20	26	Congé de fin d'activité (FONGECFA-Transports ; AGECEFA-voyageurs)	45.980.000
	30	26	Pensions de retraite remboursées à la Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance des transports. (C.A.R.C.E.P.T.)	2.930.000
	40	26	Garantie de retraite des anciens agents des services publics d'Afrique du Nord et d'outre-mer	95.020.000

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Dépenses en capital</b>					
<b>Titre V - Investissements exécutés par l'Etat</b>					
<b>3ème partie - Transports, communications et télécommunications</b>					
<b>53-22</b>			<b>Programmes aéronautiques civils. Etudes, essais et développement</b>	<b>326.393.000</b>	<b>263.737.000</b>
12	27		Etudes et recherches de base	"	"
13	27		Recherche amont de l'aéronautique civile	53.357.000	31.252.000
14	27		Plan d'action technologique moteurs civils	"	"
21	27		Hélicoptères	"	"
31	27		CFM 56	"	"
36	27		Moteurs	32.472.000	20.581.000
37	27		Arriel 2	"	"
60	27		Equipements de bord	40.247.000	22.867.000
71	27		Aviation légère	"	"
81	27		Avions de transport	177.754.000	166.779.000
82	27		Falcon 2000	"	"
84	27		Autres aéronefs	21.343.000	21.648.000
90	27		Etudes, recherches et matériel pour la sécurité des aéronefs (réglementation et contrôle)	1.220.000	610.000
<b>53-46</b>			<b>Entretien préventif, réhabilitation et aménagement de sécurité et d'exploitation des infrastructures</b>	<b>451.078.000</b>	<b>403.527.000</b>
10	15		Gros entretien préventif et grosses réparations des chaussées (opérations postérieures à 1999)	224.250.000	213.210.000
20	15		Gros entretien préventif et grosses réparations des chaussées (opérations déconcentrées)	"	630.000
30	15		Parcs, centres d'entretien et d'exploitation sur réseau en service, installations nécessaires à la viabilité hivernale et radiotéléphonie	6.400.000	6.410.000
40	15		Renforcement des ouvrages d'art	87.660.000	63.260.000
50	15		Réhabilitation et renforcements de chaussées	66.010.000	66.010.000
60	15		Aménagements de sécurité d'initiative locale et traitement des zones d'accumulation d'accidents (opérations déconcentrées)	36.590.000	34.600.000
70	16		Exploitation de la route. Installations sur infrastructures existantes. Actions non déconcentrées	8.217.000	4.925.000
80	23		Voies navigables	2.590.000	1.737.000
90	16		Exploitation de la route. Installations sur infrastructures existantes. Actions déconcentrées	19.361.000	12.745.000
<b>53-47</b>			<b>Développement des infrastructures, organisation des transports, sécurité, expérimentations et études générales</b>	<b>812.387.000</b>	<b>554.317.000</b>
05	25		Organisation des transports de défense	"	"
10	24		Etudes économiques, techniques et expérimentations dans le domaine des transports	3.900.000	1.783.000
20	14		Etudes économiques et techniques dans le domaine routier national	4.570.000	8.690.000

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Autorisations de programme	Crédits de paiement
	30	14	Investissements sur le réseau routier national hors Ile-de-France	687.443.000	436.443.000
	40	14	Voirie des villes nouvelles	8.690.000	7.520.000
	51	16	Etudes, expérimentations en matière d'exploitation de la route, et investissement hors infrastructures	1.524.000	1.372.000
	52	16	Etudes et expérimentations en matière de sécurité routière	2.134.000	1.906.000
	53	16	Centres d'examen du permis de conduire. Actions non déconcentrées	2.134.000	1.729.000
	54	16	Centres d'examen du permis de conduire. Actions déconcentrées	915.000	549.000
	55	16	Etudes et expérimentations du Centre national de sécurité routière	2.287.000	1.372.000
	60	14	Investissements sur le réseau routier national d'Ile-de-France	85.830.000	87.890.000
	70	25	Equipements et aménagements destinés au contrôle routier	3.350.000	1.615.000
	80	23	Etudes en matière de transports ferroviaires et combinés	1.220.000	366.000
	90	24	Etudes et travaux en matière de transports collectifs en Ile-de-France au titre de l'aménagement de la voirie nationale	8.390.000	3.082.000

## Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat

### 3ème partie - Transports, communications et télécommunications

<b>63-20</b>			<b>Subventions d'investissement aux programmes aéronautiques civils</b>	<b>3.049.000</b>	<b>3.049.000</b>
	21	27	Soufflerie. ETW	457.000	457.000
	22	27	Subventions à divers organismes	2.592.000	2.592.000
<b>63-43</b>			<b>Subventions d'investissement aux transports urbains</b>	<b>301.327.000</b>	<b>218.789.000</b>
	05	24	Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports	1.070.000	781.000
	10	24	Infrastructures de transports collectifs en Ile-de-France	86.900.000	60.980.000
	30	24	Plans de déplacements urbains (PDU) et autres améliorations des transports collectifs	90.090.000	53.487.000
	40	24	Transports collectifs en site propre de province	114.180.000	97.444.000
	50	14	Opérations liées à l'aménagement du réseau routier national	9.087.000	6.097.000
	60	14	Autres opérations routières (opérations déconcentrées)	"	"
<b>63-44</b>			<b>Subventions d'investissement aux transports interurbains</b>	<b>444.080.000</b>	<b>345.737.000</b>
	05	24	Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports	1.220.000	671.000
	10	24	Transports collectifs régionaux et départementaux	2.590.000	1.997.000
	20	25	Aide au développement de la productivité des transports terrestres	1.520.000	1.523.000
	30	23	Infrastructures de transport ferroviaire	309.630.000	248.082.000

Chapitres	Articles	Agrégats	Intitulés	Autorisations de programme	Crédits de paiement
	50	23	Infrastructures de voies navigables	80.800.000	60.980.000
	60	25	Infrastructures et équipements de transport combiné	17.990.000	13.019.000
	70	14	Opérations liées à l'aménagement du réseau routier national	13.570.000	6.048.000
	80	14	Autres opérations routières (opérations déconcentrées)	16.760.000	13.417.000
	90	14	Subventions pour la construction d'autoroutes concédées	"	"
<b>63-48</b>			<b>Sécurité et circulation routières. Participations</b>	<b>1.788.000</b>	<b>1.569.000</b>
	10	16	Organismes contribuant à la prévention des accidents	1.788.000	1.569.000





## **II. Analyse des crédits**



## **Dépenses ordinaires**

## Chapitre 32-91 : Pensions et retraites. Prestations et versements de l'Etat

Articles	Crédits
10 Chemins de fer d'intérêt régional ou local	91.500
Total pour le chapitre	91.500

## Chapitre 32-91

### Analyse des crédits

---

**Article 10** : subvention versée trimestriellement à la Caisse nationale d'assurance vieillesse - Fonds spécial des chemins de fer secondaires (ex CAMR) au titre des retraites acquises sous le régime des caisses particulières : article 4 et suivants du décret n° 55-1513 du 23 novembre 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret modifié n° 54-953 du 14 septembre 1954, relatif au fonctionnement de la Caisse autonome de retraites des agents des réseaux secondaires d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways.

## Chapitre 32-91

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>94.518</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>94.518</b>
Engagements à l'administration centrale	94.518	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		94.518
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>94.518</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>94.518</b>
Engagements à l'administration centrale	84.832	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		84.832
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>9.686</b>

**Chapitre 35-42 : Routes. Sécurité et circulation routières. Entretien, maintenance et fonctionnement**

<b>Articles</b>	<b>Crédits</b>
<b>10 Entretien courant du réseau routier national, moyens des parcs et viabilité hivernale (dépenses déconcentrées)</b>	<b>179.410.000</b>
<b>20 Information du public et actions d'accompagnement de la politique d'entretien du réseau routier</b>	<b>"</b>
<b>30 Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions non déconcentrées</b>	<b>4.040.000</b>
<b>40 Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions déconcentrées</b>	<b>19.518.400</b>
<b>50 Exploitation de la route. Information des usagers et centres d'information routière</b>	<b>2.973.000</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>205.941.400</b>

Chapitre 35-42

Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Entretien courant du réseau routier national, moyens des parcs et viabilité hivernale (dépenses déconcentrées)</b>	<b>179.410.000</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>1.829.388</i>
		<b>Total :</b>	<b>181.239.388</b>
		<b>Article 11 - Compte de commerce des activités industrielles et commerciales des DDE</b>	<b>92.993.901</b>
61888	§11	Prestations du compte de commerce	64.790.832
21548	§12	Achats de matériels d'atelier et de chantier	28.203.069
		<b>Article 12 - Achats, prestations réalisées à l'entreprise et locations (à l'exclusion des véhicules de liaison)</b>	<b>86.416.099</b>
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>1.372.041</i>
		<b>Total :</b>	<b>87.788.140</b>
6018	§11	Achats de matériaux	14.482.657
21548	§12	Achats de matériels d'atelier et de chantier	3.048.980
61218	§13	Locations de matériel d'atelier et de chantier	3.048.980
61888	§90	Autres prestations réalisées à l'entreprise	65.835.482
		<b>Article 13 - Liquidation de l'association du Parc</b>	"
		<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>457.347</i>
		<b>Total :</b>	<b>457.347</b>
6688	§10	Répartition des excédents et rachat des stocks	"
		<b>Article 20 - Information du public et actions d'accompagnement de la politique d'entretien du réseau routier</b>	"
6158	§21	Information du public et actions d'accompagnement de la politique d'entretien du réseau routier	"
		<b>Article 30 - Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions non déconcentrées</b>	<b>4.040.000</b>
	§10	Matériel, mobilier et fournitures	
21548	§12	Achat de matériel technique	282.031
21831	§13	Achat de matériel de bureau	152.445
6063	§14	Fournitures de bureau	76.225
6138	§15	Entretien et réparation de matériel et de mobilier	60.980
61218	§16	Location de matériel et de mobilier	"
61678	§17	Transport de matériel et de mobilier	45.735
61511	§18	Abonnement et documentation	30.490



## Chapitre 35-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
6068	§19 Autres fournitures	"
	§20 Services et autres dépenses	
6172	§21 Frais de correspondance	30.490
61884	§23 Etudes et honoraires	650.957
6111	§24 Travaux d'impression	228.674
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	609.796
61888	§29 Autres services (dont frais de routage)	381.123
	§30 Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	"
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	30.490
6131	§33 Entretien immobilier	60.980
60618	§34 Energie, eau	22.867
61841	§35 Nettoyage des locaux et produits d'entretien	71.651
61842	§36 Gardiennage	"
65118	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	"
612114	§38 Charges connexes aux loyers	57.931
61888	§39 Autres charges	"
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	"
612121	§92 Location de matériel	274.408
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	286.604
61341	§95 Entretien de matériel	304.898
202	§96 Logiciels	228.674
6114	§97 Prestations de service	45.735
61821	§98 Formation	30.490
6064	§99 Fournitures et documentation	76.326
	<b>Article 40 - Exploitation de la route. Fonctionnement et maintenance. Actions déconcentrées</b>	<b>19.518.400</b>
	§10 Matériel, mobilier et fournitures	
21548	§12 Achat de matériel technique	457.347
60658	§14 Habillement	"
6138	§15 Entretien et réparation de matériel et de mobilier	16.388.622
61218	§16 Location de matériel et de mobilier	"
61678	§17 Transport de matériel et de mobilier	"

## Chapitre 35-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
61511	§18 Abonnement et documentation	"
6068	§19 Autres fournitures	"
	§20 Achat de services et autres dépenses	
61884	§23 Etudes et honoraires	"
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	1.067.143
61888	§29 Prestations du compte de commerce des opérations industrielles et commerciales des DDE et DRE	233.247
	§30 Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	"
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	"
6131	§33 Entretien immobilier	157.022
60618	§34 Energie, eau	79.273
61841	§35 Nettoyage des locaux et produits d'entretien	83.847
61842	§36 Gardiennage	"
65118	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	"
612114	§38 Charges connexes aux loyers	"
61888	§39 Autres charges	"
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	381.123
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	228.674
61341	§95 Entretien de matériel	152.449
202	§96 Logiciels	91.469
6114	§97 Prestations de service	121.959
61821	§98 Formation	"
6064	§99 Fournitures et documentation	76.225
	<b>Article 50 - Exploitation de la route. Information des usagers et centres d'information routière</b>	<b>2.973.000</b>
	<b>Article 51 - Exploitation de la route. Information des usagers et centres d'information routière. Actions non déconcentrées</b>	<b>1.399.000</b>
	§10 Matériel, mobilier et fournitures	
21548	§12 Achat de matériel technique	50.000
21831	§13 Achat de matériel de bureau	30.000
6063	§14 Fournitures de bureau	10.000

## Chapitre 35-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
6138	§15 Entretien et réparation de matériel et de mobilier	50.000
61218	§16 Location de matériel et de mobilier	60.000
61678	§17 Transport de matériel et de mobilier	"
61511	§18 Abonnement et documentation	24.000
6068	§19 Autres fournitures	100.000
	§20 Services et autres dépenses	
6172	§21 Frais de correspondance	100.000
61884	§23 Etudes et honoraires	50.000
6111	§24 Travaux d'impression	"
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	174.000
61888	§29 Autres services (dont frais de routage)	"
	§30 Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	"
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	"
6131	§33 Entretien immobilier	"
60618	§34 Energie, eau	"
61841	§35 Nettoyage des locaux et produits d'entretien	150.000
61842	§36 Gardiennage	50.000
65118	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	"
612114	§38 Charges connexes aux loyers	"
61888	§39 Autres charges	124.000
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	200.000
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	102.000
61341	§95 Entretien de matériel	"
202	§96 Logiciels	"
6114	§97 Prestations de service	"
61821	§98 Formation	125.000
6064	§99 Fournitures et documentation	"
	<b>Article 52 - Exploitation de la route. Information des usagers et centres d'information routière. Actions déconcentrées</b>	<b>1.574.000</b>
	§10 Matériel, mobilier et fournitures	
21548	§12 Achat de matériel technique	50.000
21831	§13 Achat de matériel de bureau	30.000

## Chapitre 35-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
6063	§14 Fournitures de bureau	10.000
6138	§15 Entretien et réparation de matériel et de mobilier	50.000
61218	§16 Location de matériel et de mobilier	60.000
61678	§17 Transport de matériel et de mobilier	"
61511	§18 Abonnement et documentation	24.000
6068	§19 Autres fournitures	100.000
	§20 Services et autres dépenses	
6172	§21 Frais de correspondance	100.000
61884	§23 Etudes et honoraires	50.000
6111	§24 Travaux d'impression	"
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	274.000
61888	§29 Autres services (dont frais de routage)	100.000
	§30 Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	"
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	"
6131	§33 Entretien immobilier	"
60618	§34 Energie, eau	20.000
61841	§35 Nettoyage des locaux et produits d'entretien	150.000
61842	§36 Gardiennage	50.000
65118	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	"
612114	§38 Charges connexes aux loyers	"
61888	§39 Autres charges	181.000
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	200.000
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	"
61341	§95 Entretien de matériel	"
202	§96 Logiciels	"
6114	§97 Prestations de service	"
61821	§98 Formation	125.000
6064	§99 Fournitures et documentation	"

## Chapitre 35-42

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 12 - Achats, prestations réalisées à l'entreprise et locations (à l'exclusion des véhicules de liaison)</b>	<b>1.372.041</b>
26-2-6-352	Participations diverses à l'entretien et au fonctionnement du réseau routier.	1.372.041
	<b>Article 13 - Liquidation de l'association du Parc</b>	<b>457.347</b>
26-2-6-352	Participations diverses à l'entretien et au fonctionnement du réseau routier.	457.347
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>1.829.388</b>

## Chapitre 35-42

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

Sans objet

#### Exercice 2001 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>173.886.992</b>
Modifications des crédits		7.462.301
<i>dont reports</i>		5.069.250
<i>dont fonds de concours</i>		1.986.442
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>181.349.293</b>
Engagements à l'administration centrale	950.340	////
Délégations de crédits	178.889.000	////
Paiements		174.101.233
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>7.248.060</b>

## Chapitre 36-25 : Subvention au budget annexe de l'aviation civile

Articles	Crédits
10 Budget annexe de l'aviation civile	"
Total pour le chapitre	"

## Chapitre 36-25

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

Sans objet

#### Exercice 2001 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>18.522.556</b>
Modifications des crédits		30.489.803
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>49.012.359</b>
Engagements à l'administration centrale	49.012.359	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		49.012.359
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		"



## Chapitre 37-46 : Services techniques et actions internationales dans le domaine routier

	Articles	Crédits
30	S.E.T.R.A.- C.E.T.U. Moyens de fonctionnement	4.766.700
50	Centre national des ponts de secours. Moyens de fonctionnement	337.000
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>5.103.700</b>

## Chapitre 37-46

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
<b>Article 30 - S.E.T.R.A.- C.E.T.U. Moyens de fonctionnement</b>		<b>4.766.700</b>
<i>Rattachements de fonds de concours</i>		<i>2.164.784</i>
<b>Total :</b>		<b>6.931.484</b>
§10	Matériel, mobilier et fournitures	
2184	§11 Achat de mobilier	181.789
21548	§12 Achat de matériel technique	7.827
21831	§13 Achat de matériel de bureau	"
6063	§14 Fournitures de bureau	58.493
6138	§15 Entretien et réparation de matériel et de mobilier	15.245
61213	§16 Location de matériel et de mobilier	41.671
61678	§17 Transport de matériel et de mobilier	455
61511	§18 Abonnement, documentation et imprimés	7.620
6068	§19 Autres fournitures	34.241
§20	Achats de services et autres dépenses	
6172	§21 Frais de correspondance	74.387
61828	§22 Formation (hors informatique)	161.422
61884	§23 Etudes et honoraires	498.649
6111	§24 Travaux d'impression	375.732
6153	§25 Frais de réception	1.525
64445	§26 Frais de représentation sur justificatif	"
64448	§27 Autres indemnités représentatives de frais	"
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	85.166
61888	§29 Autres prestations de service	227.574
§30	Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	"
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	746.163
6131	§33 Entretien immobilier	67.619
60618	§34 Energie, eau	264.146
61841	§35 Nettoyage des locaux	105.147
61842	§36 Gardiennage	130.116
6518	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	19.077
612114	§38 Charges connexes aux loyers	"
§40	Véhicules	
218211	§41 Achat de véhicules de tourisme	34.241
218218	§42 Achat d'autres véhicules	"

## Chapitre 37-46

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
6136	§43 Entretien des matériels de transport	52.427
6068	§44 Outillage et fournitures	760
60118	§45 Carburants, lubrifiants	47.299
61214	§46 Location de véhicules	"
6185	§47 Péages (véhicules administratifs)	7.620
65123	§48 Taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur (vignette)	2.285
6186	§49 Assurances	760
	§50 Déplacements temporaires	
61631	§51 Déplacements en métropole (repas et nuitées)	202.886
61634	§52 Déplacements en métropole (utilisation du véhicule personnel)	1.525
616328	§53 Déplacements en métropole (autres moyens)	22.865
61621	§54 Déplacements outre-mer (indemnités)	"
61622	§55 Déplacements outre-mer (transport)	"
61611	§56 Déplacements à l'étranger (indemnités)	6.100
616128	§57 Déplacements à l'étranger (transport)	149.228
61614	§58 Déplacements à l'étranger (utilisation du véhicule personnel)	"
6187	§59 Déplacements temporaires : expérimentation (décret n°2000-929 du 22 septembre 2000)	"
	§60 Autres déplacements	
616418	§61 Changement de résidence (frais de transports)	305
61642	§62 Changement de résidence (indemnités de déménagement en métropole)	1.525
61642	§63 Changement de résidence (indemnités de déménagement outre- mer)	"
61642	§64 Changement de résidence (indemnités de déménagement à l'étranger)	"
6165	§65 Transports liés aux congés bonifiés	"
61664	§66 Transports spécifiques (voyages de personnalités)	"
61615	§67 Déplacements à l'étranger (régimes forfaitaires et spéciaux)	"
61635	§68 Déplacements en métropole (régimes forfaitaires et spéciaux)	"
61668	§69 Autres frais de déplacements de personnel	"
	§70 Dépenses spécifiques	
6348	§71 Bourses de recherche	63.217
6518	§72 Autres impôts et taxes	15.245
61888	§73 Traductions	46.177
61888	§74 Photos et cinémathèque	47.426
6152	§75 Publicité et information	112.093

## Chapitre 37-46

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
6018	§76 Matières premières, produits semi-ouvrés, produits finis	1.525
60658	§77 Habillement des conducteurs	"
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	163.379
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	48.329
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	124.149
61341	§95 Entretien de matériel	"
202	§96 Logiciels	54.297
6114	§97 Prestations de service	368.435
61821	§98 Formation	43.242
6064	§99 Fournitures et documentation	45.296
	<b>Article 50 - Centre national des ponts de secours. Moyens de fonctionnement</b>	<b>337.000</b>
	<i>Rattachements de fonds de concours</i>	<i>200.000</i>
	<b>Total :</b>	<b>537.000</b>
	§10 Matériel, mobilier et fournitures	
2184	§11 Achat de mobilier	6.000
21548	§12 Achat de matériel technique	1.500
21831	§13 Achat de matériel de bureau	3.000
6063	§14 Fournitures de bureau	15.200
6138	§15 Entretien et réparation de matériel et de mobilier	3.000
61213	§16 Location de matériel et de mobilier	4.000
61678	§17 Transport de matériel et de mobilier	"
61511	§18 Abonnement, documentation et imprimés	3.000
6068	§19 Autres fournitures	7.500
	§20 Achats de services et autres dépenses	
6172	§21 Frais de correspondance	3.400
61828	§22 Formation (hors informatique)	"
61884	§23 Etudes et honoraires	"
6111	§24 Travaux d'impression	21.000
6153	§25 Frais de réception	1.500
64445	§26 Frais de représentation sur justificatif	"
64448	§27 Autres indemnités représentatives de frais	"
61711	§28 Télécommunications (voix, fax)	18.500
61888	§29 Autres prestations de service	15.000

## Chapitre 37-46

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
	§30 Locaux	
612118	§31 Locations immobilières	6.000
21818	§32 Agencements, installations (y compris aménagement et câblage de locaux)	"
6131	§33 Entretien immobilier	23.000
60618	§34 Energie, eau	38.000
61841	§35 Nettoyage des locaux	42.500
61842	§36 Gardiennage	"
6518	§37 Impôts relatifs à l'immobilier	9.200
612114	§38 Charges connexes aux loyers	"
	§40 Véhicules	
218211	§41 Achat de véhicules de tourisme	"
218218	§42 Achat d'autres véhicules	"
6136	§43 Entretien des matériels de transport	9.000
6068	§44 Outillage et fournitures	"
60118	§45 Carburants, lubrifiants	21.000
61214	§46 Location de véhicules	3.000
6185	§47 Péages (véhicules administratifs)	3.000
65123	§48 Taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur (vignette)	3.000
6186	§49 Assurances	"
	§50 Déplacements temporaires	
61631	§51 Déplacements en métropole (repas et nuitées)	19.000
61634	§52 Déplacements en métropole (utilisation du véhicule personnel)	"
616328	§53 Déplacements en métropole (autres moyens)	5.000
61621	§54 Déplacements outre-mer (indemnités)	3.000
61622	§55 Déplacements outre-mer (transport)	6.000
61611	§56 Déplacements à l'étranger (indemnités)	"
616128	§57 Déplacements à l'étranger (transport)	"
61614	§58 Déplacements à l'étranger (utilisation du véhicule personnel)	"
6187	§59 Déplacements temporaires : expérimentation (décret n°2000-929 du 22 septembre 2000)	"
	§60 Autres déplacements	
616418	§61 Changement de résidence (frais de transports)	"
61642	§62 Changement de résidence (indemnités de déménagement en métropole)	1.500
61642	§63 Changement de résidence (indemnités de déménagement outre-mer)	"

## Chapitre 37-46

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
61642	§64 Changement de résidence (indemnités de déménagement à l'étranger)	"
6165	§65 Transports liés aux congés bonifiés	"
61664	§66 Transports spécifiques (voyages de personnalités)	"
61615	§67 Déplacements à l'étranger (régimes forfaitaires et spéciaux)	"
61635	§68 Déplacements en métropole (régimes forfaitaires et spéciaux)	"
61668	§69 Autres frais de déplacements de personnel	"
	§70 Dépenses spécifiques	
6348	§71 Bourses de recherche	"
6518	§72 Autres impôts et taxes	"
61888	§73 Traductions	1.500
61888	§74 Photos et cinémathèque	2.300
6152	§75 Publicité et information	1.500
6018	§76 Matières premières, produits semi-ouvrés, produits finis	1.500
60658	§77 Habillement des conducteurs	"
61883	§78 Blanchissage	1.200
	§90 Informatique et télématique	
218328	§91 Achat de matériel	11.500
612121	§92 Location de matériel	"
612221	§93 Crédit-bail de matériel	"
61712	§94 Coûts de réseaux de télécommunication	3.000
61341	§95 Entretien de matériel	7.600
202	§96 Logiciels	3.000
6114	§97 Prestations de service	4.600
61821	§98 Formation	"
6064	§99 Fournitures et documentation	4.500

## Chapitre 37-46

### Analyse des crédits

#### Chapitre 37-46 Services techniques et actions internationales dans le domaine routier

#### Analyse simplifiée des dépenses de fonctionnement (consommations comprenant les fonds de concours, en €).

Exécution 2001 (situation provisoire)	SETRA <sup>(1)</sup>	CETU <sup>(2)</sup>	CNPS <sup>(3)</sup>	Total
Dépenses immobilières	1 199 177	48 273	175 771	1 423 221
- dont locations	2 616	0	5 370	5 370
- dont installations et agencements	117 174	18 656	34 356	53 012
- dont entretien	636 431	13 600	54 198	67 798
- dont fluides	128 609	0	40 031	40 031
- dont nettoyage	140 920	16 017	32 634	48 651
- dont gardiennage	151 759	0	0	0
- dont impôts	21 668	0	9 181	9 181
Matériels, mobiliers, fournitures <sup>(4)</sup>	584 642	44 095	24 944	653 680
Dépenses logistiques <sup>(5)</sup>	997 937	155 821	143 895	1 297 653
Dépenses liées à l'activité <sup>(6)</sup>	1 058 441	285 569	71 775	1 415 785
Dépenses informatiques	1 466 468	113 982	15 520	1 595 969
Dépenses spécifiques	21 512	78 027	1 114	100 654
<b>Total</b>	<b>5 328 177</b>	<b>725 767</b>	<b>433 018</b>	<b>6 486 962</b>
<b>Effectifs (ETP) <sup>(7)</sup></b>	<b>346</b>	<b>90</b>	<b>42</b>	<b>478</b>
<b>Surface en m<sup>2</sup> (SHON) <sup>(8)</sup></b>	<b>9 670 *</b>	<b>3 445</b>	<b>23 738 **</b>	<b>36 853</b>

(1) service d'études techniques des routes et autoroutes

(2) centre d'études des tunnels

(3) centre national des ponts de secours

(4) matériel, mobilier, fournitures (acquisition, entretien, transports,...)

(5) télécommunications, frais postaux, parc automobile, (achat, location, entretien, carburant), impressions et reprographie, Documentation et archivage

(6) frais de déplacement, communication et relations publiques, examens et concours, formation, traductions, études

(7) effectifs réels en équivalents temps plein (à défaut, effectifs autorisés)

(8) coefficients retenus pour les équivalences de surfaces :

- bureaux et logements : SHON = 1,4 x Surface Utile
- ateliers : SHON = 1,1 x Surface Utile
- hangars : SHON = 1,05 x Surface Utile

\* Non compris : 1 015 m<sup>2</sup> de parkings.

\*\* Non compris : 204 683 m<sup>2</sup> d'aires de stockage extérieur, dont 35 022 m<sup>2</sup> en location.

2) Tableau d'information relatif au parc automobile au 1<sup>er</sup> janvier 2002

Désignation	Services opérationnels			
	SETRA <sup>(1)</sup>	CETU <sup>(2)</sup>	CNPS <sup>(3)</sup>	Total
<i>Véhicules de tourisme et assimilés</i>				
- puissance fiscale inférieure ou égale à 4CV	29	3	0	32
- puissance fiscale supérieure à 4 CV ou inférieure ou égale à 7CV	2	24	14	40
- puissance fiscale supérieure à 7CV	0	0	0	0
<i>Autres véhicules assimilés</i>				
- véhicules utilitaires	1	2	9	12
- motocycles et cycles	0	0	0	0
- véhicules de transport en commun	0	0	0	0
- divers (engins spéciaux, etc.)	0	0	0	0

(1) Service d'études techniques des routes et autoroutes

(2) Centre d'études des tunnels

(3) Centre national des ponts de secours

### Article 30 Le service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA)

#### Textes réglementaires :

- ◆ Ce service a été créé par arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967. Le SETRA est un service technique rattaché à la direction des Routes du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.
- ◆ Il bénéficie de fonds de concours en application :
- ◆ du décret n° 82-230 du 9 mars 1982 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours du produit de diverses recettes à caractère non fiscal au budget du ministère des Transports.
- ◆ de l'arrêté du 19 février 1985 relatif aux modalités de rattachement, par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement des remboursements pour travaux effectués par le SETRA.

#### Présentation générale :

- ◆ Le SETRA regroupe 346 personnes qui ont pour mission d'élaborer la doctrine technique routière française, de garantir la qualité des projets, de promouvoir l'innovation, de développer les partenariats, de coopérer avec la communauté internationale. Il est implanté à Bagneux (Hauts-de-Seine).
- ◆ Le SETRA intervient sur l'ensemble des techniques routières (hors milieu urbain et tunnels), de la planification des infrastructures à leur entretien en passant par leur conception, leur construction, leur exploitation, leur sécurité, la protection de leur environnement.

#### Le SETRA au sein du réseau technique du ministère :

- ◆ Le SETRA exerce son activité avec le concours d'autres organismes de recherche et d'études du ministère : LCPC, INRETS, CERTU, CETE... Cette collaboration est systématique avec les CETE, que le SETRA fédère et oriente dans son domaine de responsabilité. Producteur d'ingénierie, les CETE apportent leur connaissance des besoins des services et des conditions locales d'application pour guider la production méthodologique et démultiplient au niveau régional les actions d'information et d'animation techniques. Ce réseau scientifique et technique constitue un lieu d'expertise pour l'Etat, mais aussi des prestations spécialisées et de la communauté routière (société d'autoroutes, collectivités locales, profession...).

#### Ressources et organisation du SETRA :

- ◆ Le SETRA est doté :
- ◆ d'un comité directeur qui adopte son programme d'action, alloue les moyens nécessaires et en suit l'exécution ; il est composé de directeurs d'administrations centrales du ministère ;
- ◆ d'un conseil d'orientation, représentatif des bénéficiaires de ses prestations, qui émet un avis sur ses orientations et son programme d'action.

Outre des services de direction, une délégation aux relations extérieures et un secrétariat général, le SETRA comprend trois centres techniques spécialisés (techniques d'ouvrages d'art ; sécurité et techniques routières ; informatique technique et scientifique).

Outre les moyens budgétaires qui lui sont alloués (chapitre 37-46 article 30) le SETRA dispose de fonds de concours qui se sont montés à 1,453 M€ en 2000.

Ces fonds de concours concernent la vente d'ouvrages et de logiciels, la vente des calculs automatiques d'ouvrage d'art, les expertises et prestations diverses.



## **Le centre d'études des tunnels (CETU)**

### *Textes réglementaires :*

- ◆ Création par décision du ministre de l'Équipement et du Logement du 31 décembre 1970 du centre d'études des tunnels (ex division des tunnels de l'organe technique régional) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.
- ◆ Modification par décision du ministre de l'Équipement et du Logement du 19 août 1971 : à compter du 20 août 1971 le centre national d'études des tunnels devient le centre d'études des tunnels.

### *Présentation générale :*

- ◆ Le CETU qui est un service technique rattaché à la direction des Routes regroupe 90 agents. Il est chargé d'élaborer les directives techniques, d'effectuer ou de coordonner les études et recherches en matière de tunnels, de fournir tout avis technique sur tout projet ou problème de tunnel. Il joue un rôle de conseil technique auprès des services déconcentrés et peut procéder à leur demande à toutes études ou projets.
- ◆ Le CETU est implanté dans la banlieue de Lyon à Bron, sur le même site que le CETE de Lyon.
- ◆ Le CETU bénéficie de fonds de concours et de rétablissements de crédits en application :
- ◆ du décret n°82-230 du 9 mars 1982 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours de produit de diverses recettes à caractère non fiscal
- ◆ de la circulaire n°82-102 du 14 décembre 1982 relative au fonctionnement des services d'études techniques
- ◆ de l'arrêté du 19 février 1985 modifié le 18 janvier 1989 relatif aux modalités de rattachement par voie de fonds de concours, au budget du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, de sommes versées par les collectivités locales, des organismes ou des personnes publiques ou privées pour les travaux effectués par divers services techniques.

Outre les moyens budgétaires qui lui sont alloués (chapitre 37-46 article 30) le CETU dispose de fonds de concours qui se sont montés à 591 k€ en 2000.

## **Article 50 Le centre national des ponts de secours (CNPS)**

### *Textes réglementaires :*

- ◆ Le centre national des ponts de secours (CNPS) a été créé par décision ministérielle du 23 janvier 1978.

### *Présentation générale :*

Le CNPS qui est placé sous l'autorité du directeur des Routes regroupe 42 agents.

Il a pour mission l'installation d'ouvrages provisoires terrestres ou flottants afin de rétablir les voies de communications interrompues en cas de mise hors service accidentelle des ouvrages existants ou lors de travaux, et ceci sur le territoire métropolitain, dans les DOM-TOM et selon les demandes, à l'étranger.

Le siège est implanté 62 rue de la gare 77390 Verneuil-L'Étang.

Il dispose de 4 implantations de stockage de matériels de pontage :

- ◆ à Verneuil l'Étang (77)
- ◆ à Chaumes-en-Brie (77)
- ◆ à Esvres-sur-Indre (37)
- ◆ à Chateaufort-sur-Isère (26)

Son financement est assuré par :

- ◆ une dotation budgétaire pour son fonctionnement
- des fonds de concours provenant de la mise à disposition d'ouvrages (lettre DR à Mesdames et Messieurs les Préfets de département du 1<sup>er</sup> août 1995). En 2000, ces fonds de concours se sont élevés à 101 k€ sur le chapitre 37-46 article 50.

## Chapitre 37-46

### Prévision de rattachement des fonds de concours

<b>Code du fonds de concours</b>		<b>Montants</b>
	<b>Article 30 - S.E.T.R.A.- C.E.T.U. Moyens de fonctionnement</b>	<b>2.164.784</b>
26-2-6-403	Remboursement par des tiers des travaux effectués par le service d'études techniques des routes et autoroutes (S.E.T.R.A.), le centre d'études des tunnels (C.E.T.U.) et le centre national des ponts de secours (C.N.P.S.)	2.164.784
	<b>Article 50 - Centre national des ponts de secours. Moyens de fonctionnement</b>	<b>200.000</b>
26-2-6-403	Remboursement par des tiers des travaux effectués par le service d'études techniques des routes et autoroutes (S.E.T.R.A.), le centre d'études des tunnels (C.E.T.U.) et le centre national des ponts de secours (C.N.P.S.)	200.000
	<b>Total pour le chapitre :</b>	<b>2.364.784</b>

## Chapitre 37-46

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

Sans objet

#### Exercice 2001 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>5.145.154</b>
Modifications des crédits		3.713.759
<i>dont reports</i>		1.387.865
<i>dont fonds de concours</i>		2.325.894
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>8.858.913</b>
Engagements à l'administration centrale	n.r.	////
Délégations de crédits	8.115.282	////
Paiements		7.168.632
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>1.690.281</b>

## Chapitre 43-10 : Actions de promotion dans le domaine des transports

Articles	Crédits
<b>10</b> Aide à la formation professionnelle dans le domaine des transports terrestres	<b>5.680.522</b>
<b>30</b> Aide à la formation économique et sociale des salariés des transports terrestres	<b>362.578</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>6.043.100</b>

## Chapitre 43-10

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Aide à la formation professionnelle dans le domaine des transports terrestres</b>	<b>5.680.522</b>
62371	§17	Subventions aux organismes consulaires	"
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	"
62541	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	"
62823	§62	Subventions aux associations	5.680.522
		<b>Article 30 - Aide à la formation économique et sociale des salariés des transports terrestres</b>	<b>362.578</b>
62823	§62	Subventions aux associations	362.578

**Chapitre 43-10**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 10** : subventions déléguées aux régions en vue de subventionner les stages de formation obligatoires des conducteurs routiers de marchandises réalisés par les centres de formation agréés (environ 150 centres actuellement) : accord cadre du 20 janvier 1995 relatif à la formation obligatoire des conducteurs routiers de marchandises, circulaire du 2 juillet 1999 relative aux stages de formation obligatoire des conducteurs routiers de marchandises.

**Article 30** : subventions versées aux organisations syndicales dans le cadre de la réalisation d'un programme de formation économique et sociale des salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales : dispositions du chapitre 2, titre V du livre IV du code du travail tendant à favoriser la formation économique, sociale et syndicale des salariés appelés à exercer des responsabilités syndicales ; conventions passées par le ministère du travail de l'emploi et de la formation professionnelle avec les confédérations syndicales nationales représentatives ; dispositions du contrat de progrès proposé par le Premier ministre le 5 mai 1994 à la profession de transporteur routier de marchandises.

## Chapitre 43-10

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>2.439.184</b>
Modifications des crédits		3.124.665
<i>dont reports</i>		319.603
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>5.563.849</b>
Engagements à l'administration centrale	2.195.266	////
Délégations de crédits	3.368.583	////
Paievements		5.136.422
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>427.427</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>6.463.838</b>
Modifications des crédits		366.447
<i>dont reports</i>		427.426
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>6.830.285</b>
Engagements à l'administration centrale	365.878	////
Délégations de crédits	6.177.294	////
Paievements		5.192.412
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>1.637.873</b>

## Chapitre 44-20 : Interventions dans le domaine des transports et de la sécurité routière

Articles		Crédits
10	Interventions en faveur de la batellerie	762.163
20	Comité national routier	1.829.388
30	Actions de concertation et d'animation	198.149
40	Subventions intéressant la gestion de la voirie nationale	18.140.000
50	Actions d'incitation en matière de sécurité routière	1.984.000
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>22.913.700</b>



## Chapitre 44-20

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Interventions en faveur de la batellerie</b>	<b>762.163</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	762.163
		<b>Article 20 - Comité national routier</b>	<b>1.829.388</b>
62411	§10	Subvention au comité national routier	1.829.388
		<b>Article 30 - Actions de concertation et d'animation</b>	<b>198.149</b>
62311	§11	Subventions aux régions	"
62321	§12	Subventions aux départements	"
62331	§13	Subventions aux communes et établissements publics de coopération intercommunales (syndicats, régies, communautés urbaines, de communes et d'agglomérations)	"
62341	§14	Subventions à la ville ou au département de Paris	"
62351	§15	Subventions aux collectivités territoriales des Territoires d'outre-mer et autres territoires à statut spécial	"
62371	§17	Subventions aux organismes consulaires	"
62381	§18	Subventions aux autres organismes publics locaux	"
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	"
62542	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	"
62823	§62	Subventions aux associations	198.149
		<b>Article 40 - Subventions intéressant la gestion de la voirie nationale</b>	<b>18.140.000</b>
	§10	Subvention aux collectivités territoriales et organismes publics locaux	
62321	§12	Subventions aux départements	3.442.448
62331	§13	Subventions aux communes et établissements publics de coopération intercommunale	"
62341	§14	Subventions à la ville ou au département de Paris	14.697.552
		<b>Article 50 - Actions d'incitation en matière de sécurité routière</b>	<b>1.984.000</b>
	§10	Subventions aux collectivités territoriales et organismes publics locaux	
62311	§11	Subventions aux régions	"
62321	§12	Subventions aux départements	"

## Chapitre 44-20

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§	Crédits
62331	§13 Subventions aux communes et établissements publics de coopération intercommunale (syndicats, régies, communautés urbaines, de communes et d'agglomérations...)	"
62341	§14 Subventions à la ville ou au département de Paris	"
62351	§15 Subventions aux collectivités territoriales des Territoires d'outre-mer et autres territoires à statut spécial	"
623618	§16 Subventions aux établissements publics locaux d'enseignement et aux écoles privées sous contrat	"
62381	§18 Subventions aux autres organismes locaux	"
	§20 Subventions aux autres administrations publiques	
62411	§21 Subventions aux établissements publics nationaux administratifs et aux EPSCP (y compris établissements de recherche scientifiques et techniques)	"
62421	§22 Subventions aux organismes à financement public prédominant (y compris CEA, AFPA, GIP et fondations)	"
	§30 Subventions versées aux sociétés non financières et entreprises individuelles	
62511	§31 Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	"
62542	§34 Subventions aux entreprises privées non agricoles	764.000
	§60 Subventions aux ménages, associations et organismes au service des ménages	
62818	§61 Subventions aux ménages	"
62823	§62 Subventions aux associations	1.220.000

## Chapitre 44-20

### Analyse des crédits

#### Dispositifs et textes

---

**Article 10 :** subvention versée à Voies navigables de France (VNF) pour le financement du volet social des plans économiques et sociaux menés en faveur du transport fluvial de marchandises : instruction ministérielle du 31 janvier 1986 et plans économiques et sociaux adoptés pour le secteur dans le cadre de la politique d'assainissement structurel menée au niveau communautaire.

**Article 20 :** subvention versée au Comité national routier pour le financement des missions d'intérêt général confié à cet organisme. Loi n° 78-654 du 22 juin 1978 concernant les comités professionnels de développement économique et décret n°89-169 du 13 mars 1989 portant création d'un comité professionnel de développement économique dénommé Comité national routier.

#### **article 40 : Subventions intéressant la gestion de la voirie nationale**

Ce chapitre supporte les financements de l'État en application de conventions signées avec les départements du Loir-et-Cher, de l'Hérault et quatre collectivités territoriales d'Ile de France. Dans cette région, restée en dehors du champ d'application de la loi du 29 décembre 1971 portant déclassement de 50 000 km du réseau national, le ministère de l'équipement, des transports et du logement s'efforce de régler le problème de rationalisation du réseau par voie conventionnelle.

##### **♦ Ville de Paris**

L'Etat accorde à la ville de Paris une subvention en application de conventions :

- Convention du 22 août 1960 modifiée par les avenants du 11 mars 1988 et du 29 mars 1990, relative à la participation de l'Etat aux dépenses d'entretien du "pavé de Paris".
- Convention du 11 mars 1988 relative au transfert à la Ville de Paris des ponts sur la Seine appartenant à l'Etat.
- Convention du 22 février 2001 relative au transfert de domanialité de la passerelle Solférino de l'Etat à la Ville de Paris

##### **♦ Département des Hauts-de-Seine**

- Convention du 1er février 1993 relative au déclassement de routes nationales dans le département des Hauts-de-Seine.

##### **♦ Département du Val d'Oise**

- Convention du 6 septembre 1996 et relative au déclassement des routes nationales dans le département du Val d'Oise.

##### **♦ Département de la Seine et Marne**

- Convention du 5 octobre 2000 relative au déclassement des routes nationales dans le département de la Seine et Marne.

## Chapitre 44-20

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

Sans objet

#### Exercice 2001 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>19.728.427</b>
Modifications des crédits		14.554.566
<i>dont reports</i>		14.935.688
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>34.282.993</b>
Engagements à l'administration centrale	29.734.745	////
Délégations de crédits	4.543.205	////
Paiements		34.277.951
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>5.042</b>

## Chapitre 45-41 : Interventions dans le domaine des transports combinés

Articles	Crédits
<b>10 Subventions aux transports combinés</b>	<b>39.820.000</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>39.820.000</b>

## Chapitre 45-41

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Subventions aux transports combinés</b>	<b>39.820.000</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	39.820.000
62541	§34	Subventions aux entreprises privées non agricoles	"

**Chapitre 45-41**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 10** : subvention versée à la SNCF, dans le cadre des conventions annuelles passées entre l'Etat et la SNCF pour le développement du transport combiné rail-route, ou à des armateurs fluviaux favorisant le transport combiné voies navigables-route.

## Chapitre 45-41

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

Sans objet

#### Exercice 2001 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>94.518.391</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>94.518.391</b>
Engagements à l'administration centrale	94.518.391	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		77.701.544
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>16.816.847</b>



## Chapitre 45-42 : Subventions aux transports de voyageurs à courte distance

Articles	Crédits
20 Organisation de dessertes à courte distance	5.407.000
30 Services régionaux de voyageurs de compétence régionale	1.500.663.000
Total pour le chapitre	1.506.070.000

## Chapitre 45-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 20 - Organisation de dessertes à courte distance</b>	<b>5.407.000</b>
62311	§11	Subventions aux régions	"
62321	§12	Subventions aux départements	5.407.000
62331	§13	Subventions aux communes et établissements publics de coopération intercommunales (syndicats, régies, communautés urbaines, de communes et d'agglomérations)	"
62341	§14	Subventions à la ville ou au département de Paris	"
62351	§15	Subventions aux collectivités territoriales des Territoires d'outre-mer et autres territoires à statut spécial	"
62381	§18	Subventions aux autres organismes publics locaux	"
62823	§62	Subventions aux associations	"
		<b>Article 30 - Services régionaux de voyageurs de compétence régionale</b>	<b>1.500.663.000</b>
62311	§11	Subventions aux régions	1.500.663.000
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	"

**Chapitre 45-42**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 20** : subventions déléguées aux départements pour l'exploitation de lignes de substitution aux lignes ferroviaires : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation sur les transports intérieurs, article 29 du décret n° 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes, circulaire du 6 octobre 1987 modifiée par circulaire du 19 juin 1998 relative aux modalités pratiques d'affectation aux départements des contributions de l'Etat prévues à l'article 29 du décret du 16 août 1985.

**Article 30** : subventions aux régions dans le cadre de la généralisation de la régionalisation des transports de voyageurs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 : article 21 de la loi n°82-1253 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs modifié par l'article 124 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

## Chapitre 45-42

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>913.703.337</b>
Modifications des crédits		10.976.329
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>924.679.666</b>
Engagements à l'administration centrale	442.626.483	////
Délégations de crédits	482.053.179	////
Paiements		924.623.357
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>56.309</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>966.735.716</b>
Modifications des crédits		13.243.145
<i>dont reports</i>		56.305
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>979.978.861</b>
Engagements à l'administration centrale	490.647.924	////
Délégations de crédits	489.320.149	////
Paiements		979.968.072
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>10.789</b>

**Chapitre 45-43 : Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires et au désendettement**

<b>Articles</b>	<b>Crédits</b>
<b>10 Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires</b>	<b>1.681.536.600</b>
<b>20 Contribution au désendettement de la S.N.C.F.</b>	<b>677.200.000</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>2.358.736.600</b>

## Chapitre 45-43

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires</b>	<b>1.681.536.600</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	1.681.536.600
		<b>Article 20 - Contribution au désendettement de la S.N.C.F.</b>	<b>677.200.000</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	677.200.000

**Chapitre 45-43**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 10** : subvention versée par acomptes mensuels à Réseau ferré de France (RFF) au titre de la contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires : article 13 de la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau ferré de France », décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France.

**Article 20** : subvention versée par acomptes trimestriels à la SNCF au titre du désendettement.  
(lettre n° B-4b-83-62 du 29 décembre 1983 du MEFB)

## Chapitre 45-43

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>2.707.063.115</b>
Modifications des crédits		18.248.147
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.725.311.262</b>
Engagements à l'administration centrale	2.725.308.618	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		2.725.308.618
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>2.644</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>2.598.062.068</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.598.062.068</b>
Engagements à l'administration centrale	2.598.062.068	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		2.598.062.068
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>



## Chapitre 46-41 : Contribution de l'Etat aux transports collectifs en Ile-de-France

	Articles	Crédits
60	R.A.T.P. TVA sur les annuités d'amortissement des biens financés par des subventions d'équipement	3.350.000
70	Contribution à l'exploitation des transports collectifs en Ile-de-France	799.450.000
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>802.800.000</b>

## Chapitre 46-41

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 60 - R.A.T.P. TVA sur les annuités d'amortissement des biens financés par des subventions d'équipement</b>	<b>3.350.000</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	3.350.000
		<b>Article 70 - Contribution à l'exploitation des transports collectifs en Ile-de-France</b>	<b>799.450.000</b>
62311	§11	Subventions aux régions	224.400.000
62411	§21	Subventions aux établissements publics nationaux administratifs et aux EPSCP (y compris établissements de recherche scientifiques et techniques)	575.050.000
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	"

**Chapitre 46-41**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 60** : subvention versée à la Régie autonome des transports parisiens au titre de la compensation de la TVA versée sur les annuités d'amortissement de biens financés par des subventions d'équipement.

**Article 70** : subventions versées par acomptes mensuels au Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) et à la région Ile-de-France : ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (titre III), décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France et notamment son article 8, décret n°59-1090 du 23 septembre 1959 modifié portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France ; décret n°2001-924 du 9 octobre 2001 relatif au Syndicat des transports d'Ile-de-France, décret n°2001-959 du 19 octobre 2001 pris pour l'application de l'article 120 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

## Chapitre 46-41

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>823.270.428</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>823.270.428</b>
Engagements à l'administration centrale	823.270.428	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		823.270.428
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>792.734.890</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>792.734.890</b>
Engagements à l'administration centrale	792.734.890	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		792.734.890
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

## Chapitre 46-42 : Transports collectifs. Compensation pour tarifs sociaux

Articles	Crédits
10 Compensation pour tarifs sociaux S.N.C.F.	114.910.000
20 Autres compensations tarifaires	1.630.000
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>116.540.000</b>

## Chapitre 46-42

### Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Compensation pour tarifs sociaux S.N.C.F.</b>	<b>114.910.000</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	114.910.000
		<b>Article 20 - Autres compensations tarifaires</b>	<b>1.630.000</b>
62311	§11	Subventions aux régions	"
62321	§12	Subventions aux départements	1.630.000

**Chapitre 46-42**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 10** : subvention versée à la SNCF au titre de la compensation pour tarifs sociaux : articles 28, 32 et 35 du cahier des charges de la SNCF approuvé par décrets n° 83-817 du 13 septembre 1983, n° 94-606 du 19 juillet 1994 et n° 99-11 du 7 janvier 1999.

**Article 20** : subventions versées aux départements pour compensations tarifaires : loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation sur les transports intérieurs, décret n° 85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes (article 29), circulaire du 6 octobre 1987 modifiée par circulaire du 19 juin 1998 relative aux modalités pratiques d'affectation aux départements des contributions de l'Etat prévues à l'article 29 du décret du 16 août 1985.

## Chapitre 46-42

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>296.266.371</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>296.266.371</b>
Engagements à l'administration centrale	294.639.740	////
Déléguations de crédits	1.621.970	////
Paiements		296.261.710
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>4.661</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et déléguations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>296.266.371</b>
Modifications des crédits		"
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>296.266.371</b>
Engagements à l'administration centrale	294.639.740	////
Déléguations de crédits	1.625.478	////
Paiements		296.265.213
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>1.158</b>



**Chapitre 47-41 : Subventions au régime de retraite de la S.N.C.F. et à divers régimes sociaux particuliers des transports terrestres**

Articles	Crédits
<b>10 Charges de retraite de la S.N.C.F.</b>	<b>2.282.387.000</b>
<b>20 Congé de fin d'activité (FONGECFA-Transports ; AGECFA-voyageurs)</b>	<b>45.980.000</b>
<b>30 Pensions de retraite remboursées à la Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance des transports. (C.A.R.C.E.P.T.)</b>	<b>2.930.000</b>
<b>40 Garantie de retraite des anciens agents des services publics d'Afrique du Nord et d'outre-mer</b>	<b>95.020.000</b>
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>2.426.317.000</b>

Chapitre 47-41

Présentation détaillée des crédits

Compte	§		Crédits
		<b>Article 10 - Charges de retraite de la S.N.C.F.</b>	<b>2.282.387.000</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	2.282.387.000
		<b>Article 20 - Congé de fin d'activité (FONGECFA-Transports ; AGECFA-voyageurs)</b>	<b>45.980.000</b>
62823	§62	Subventions aux associations	45.980.000
		<b>Article 30 - Pensions de retraite remboursées à la Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance des transports. (C.A.R.C.E.P.T.)</b>	<b>2.930.000</b>
62431	§42	Subventions versées à des entreprises d'assurance et de capitalisation	2.930.000
		<b>Article 40 - Garantie de retraite des anciens agents des services publics d'Afrique du Nord et d'outre-mer</b>	<b>95.020.000</b>
		<b>Article 41 - SNCFA</b>	<b>62.713.200</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	62.713.200
		<b>Article 42 - Autres</b>	<b>30.406.400</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	30.406.400
		<b>Article 43 - Agents des transports urbains</b>	<b>1.900.400</b>
62511	§31	Subventions aux entreprises publiques et aux établissements publics industriels et commerciaux	1.900.400

**Chapitre 47-41**  
**Analyse des crédits**  
**Dispositifs et textes**

---

**Article 10** : subvention versée par acomptes trimestriels à la SNCF au titre de la contribution aux charges de retraites : article 30 du cahier des charges de la SNCF approuvé par décrets n° 83-817 du 13 septembre 1983, n° 94-606 du 19 juillet 1994 et n° 99-11 du 7 janvier 1999.

**Article 20** : subvention versée trimestriellement au fonds de gestion du congé de fin d'activité « transport » (FONGECFA transport) (5.450 allocataires) et à l'Association de gestion de fin d'activité voyageurs (AGECFA « voyageurs ») (540 allocataires) : convention-cadre du 21 juillet 1998 entre l'Etat et l'Association nationale de gestion paritaire du congé de fin d'activité « voyageurs », convention-cadre du 13 août 1997 entre l'Etat et le Fonds national de gestion paritaire du congé de fin d'activité « transport ».

**Article 30** : subvention versée trimestriellement à la Caisse autonome de retraites complémentaires et de prévoyance du transport (CARCEPT) : titre II (790 allocataires) et titre III (18 allocataires) du décret n° 55-1297 du 3 octobre 1955 modifié fixant les conditions de fonctionnement du régime complémentaire de retraite institué par le décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 modifié.

**Article 40** : subvention versée trimestriellement à la SNCF et à la RATP et à la Caisse des dépôts et consignations pour garantir les pensions des anciens agents des anciens départements d'Outre-mer.

Décret n° 62-340 du 17 mars 1962 fixant les règles applicables au paiement des avantages de vieillesse ou d'invalidité dus aux ressortissants des régimes de sécurité sociale en vigueur en Algérie et dans les départements des Oasis et de la Saoura résidant en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer, article 5 de la convention passée le 29 juin 1962 entre la SNCFA et la SNCF ;

Arrêté du 15 mai 1963 du ministère des travaux publics et des transports, du travail et du secrétariat d'état auprès du premier ministre chargé des affaires algériennes portant sur le paiement des avantages de vieillesse et d'invalidité et des prestations en nature des assurances maladie-maternité dues aux ressortissants du régime de retraites et de prévoyance de la société nationale des chemins de fer français en Algérie résidant en France,

Article 5 de la convention du 20 janvier 1960 entre le ministère des travaux publics et des transports, le ministère des finances et des affaires économiques et la Société nationale des chemins de fer français relative aux charges de retraites (pensions complètes) des anciens agents du réseau marocain,

Article 5 de la convention du 20 janvier 1960 entre le ministère des travaux publics et des transports, le ministère des finances et des affaires économiques et la Société nationale des chemins de fer français relative aux charges de retraites des anciens agents du réseau tunisien.

Article 8 de la convention du 2 juillet 1965 entre le ministère des travaux publics et des transports, le ministère des finances et des affaires économiques et la Société nationale des chemins de fer français relative aux charges de retraites, de prévoyance et de rentes accidents du travail des anciens agents du chemin de fer Méditerranée-Niger,

Convention en date du 30 mars 1993 entre l'Etat et la caisse des dépôts et consignations.

## Chapitre 47-41

### Eléments d'information sur l'exécution

#### Exercice 2000

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2000</b>		<b>2.252.586.679</b>
Modifications des crédits		-121.349.418
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.131.237.261</b>
Engagements à l'administration centrale	2.131.237.261	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		2.131.237.261
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>"</b>

#### Exercice 2001 (situation provisoire)

	Engagements et délégations (€)	Crédits et paiements (€)
<b>Loi de finances pour 2001</b>		<b>2.345.885.477</b>
Modifications des crédits		18.362.484
<i>dont fonds de concours</i>		"
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>		<b>2.364.247.961</b>
Engagements à l'administration centrale	2.364.164.114	////
Délégations de crédits	n.r.	////
Paiements		2.364.164.114
<b>Crédit disponible en fin d'exercice</b>		<b>83.847</b>

## **Dépenses en capital**

## Chapitre 53-22 : Programmes aéronautiques civils. Etudes, essais et développement

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

Articles de prévision		(en milliers d'euros)	
		Autorisations de programme	Crédits de paiement
12	Etudes et recherches de base	"	"
13	Recherche amont de l'aéronautique civile	53.357	31.252
14	Plan d'action technologique moteurs civils	"	"
21	Hélicoptères	"	"
31	CFM 56	"	"
36	Moteurs	32.472	20.581
	Développement de programmes moteurs		
37	Arriel 2	"	"
60	Equipements de bord	40.247	22.867
	Développements d'équipements de bord		
71	Aviation légère	"	"
81	Avions de transport	177.754	166.779
	Développement des programmes d'avions de transport (programmes AIRBUS)		
82	Falcon 2000	"	"
84	Autres aéronefs	21.343	21.648
	Développements des programmes d'aviation légère et d'affaires		
90	Etudes, recherches et matériel pour la sécurité des aéronefs (réglementation et contrôle)	1.220	610
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>326.393</b>	<b>263.737</b>

## Chapitre 53-22

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	5.213.821	"	"	5.213.821	4.789.908	423.913
1 <sup>er</sup> janvier 2002	5.519.849	1.704	"	5.518.145	5.024.251	493.894

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	5.213.821	4.789.908
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-3.741	-3.741
Modifications des crédits en 2001	-16.624	-25.653
Annulations	-22.555	-29.880
Transferts ou répartitions reçus	5.931	4.227
Loi de finances pour 2002	326.393	263.737
En compte au 1er janvier 2002	5.519.849	5.024.251

## Chapitre 53-22

### Transferts et répartitions non soldés

#### 1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Origine	Chapitre	(en milliers d'euros) Crédits de paiement à recevoir	
		Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Défense	53-71	"	1.704
Totaux des crédits de paiement à recevoir		"	1.704

#### 2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant



## Chapitre 53-22

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	64.001	146.657
Loi de finances pour 2001	326.393	239.345
Modifications des crédits	-16.624	-25.653
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>373.770</b>	<b>360.349</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	182.026	////
Délégations	"	////
Paievements	////	159.717
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>191.744</b>	<b>200.632</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	191.744	200.632
Loi de finances pour 2002	326.393	263.737
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>518.137</b>	<b>464.369</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport de crédits en provenance des chapitres 53-20 et 53-22 du budget Equipement, transports et logement. III. Transports et sécurité routière : 4. Transport aérien et météorologie.

## Chapitre 53-46 : Entretien préventif, réhabilitation et aménagements de sécurité et d'exploitation des infrastructures

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>10</b>	<b>Gros entretien préventif et grosses réparations des chaussées (opérations postérieures à 1999)</b>	<b>224.250</b>	<b>213.210</b>
	Gros entretien préventif des chaussées et grosses réparations		
<b>20</b>	<b>Gros entretien préventif et grosses réparations des chaussées (opérations déconcentrées)</b>	"	<b>630</b>
	Gros entretien préventif des chaussées et grosses réparations		
<b>30</b>	<b>Parcs, centres d'entretien et d'exploitation sur réseau en service, installations nécessaires à la viabilité hivernale et radiotéléphonie</b>	<b>6.400</b>	<b>6.410</b>
	Construction de parcs, centres d'entretien et d'exploitation sur réseau en service, installations nécessaires à la viabilité hivernale et radiotéléphonie		
<b>40</b>	<b>Renforcement des ouvrages d'art</b>	<b>87.660</b>	<b>63.260</b>
	Grosses réparations et renforcement des ouvrages d'art vétustes		
<b>50</b>	<b>Réhabilitation et renforcements de chaussées</b>	<b>66.010</b>	<b>66.010</b>
	Réhabilitation des autoroutes urbaines renforcées et mise hors gel des chaussées des routes nationales anciennes		
<b>60</b>	<b>Aménagements de sécurité d'initiative locale et traitement des zones d'accumulation d'accidents (opérations déconcentrées)</b>	<b>36.590</b>	<b>34.600</b>
	Aménagements ponctuels de sécurité sur le réseau routier national d'initiative locale et traitement des "points noirs"		
<b>70</b>	<b>Exploitation de la route. Installations sur infrastructures existantes. Actions non déconcentrées</b>	<b>8.217</b>	<b>4.925</b>
	Schéma directeur d'information routière S.D.E.R. hors opérations contractualisées Renouvellement des équipements Renouvellement de la signalisation Projets européens		
<b>80</b>	<b>Voies navigables</b>	<b>2.590</b>	<b>1.737</b>
	Restauration et grosses réparations sur le réseau des voies navigables restant géré par l'Etat		
<b>90</b>	<b>Exploitation de la route. Installations sur infrastructures existantes. Actions déconcentrées</b>	<b>19.361</b>	<b>12.745</b>
	Opérations contractualisées 12ème Plan Mise en conformité des carrefours à feux		
<b>Total pour le chapitre</b>		<b>451.078</b>	<b>403.527</b>

**Chapitre 53-46**

**Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir**

1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	2.785.966	"	"	2.785.966	2.460.297	325.669
1 <sup>er</sup> janvier 2002	3.664.108	"	"	3.664.108	3.172.509	491.599

2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002  
(calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	2.785.966	2.460.297
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-45.230	-45.230
Modifications des crédits en 2001	29.465	29.925
Annulations	-460	"
Fonds de concours	25.763	25.763
Loi de finances rectificative	4.162	4.162
Transport de crédits en provenance du chapitre 53-48 du budget Equipement, transports et logement. III. Transports: 2. Sécurité routière (ancien)	442.829	323.990
En compte au 1er janvier 2001	425.708	306.627
Annulations	-2.149	-1.554
Fonds de concours	19.270	18.917
Loi de finances pour 2002	451.078	403.527
En compte au 1er janvier 2002	3.664.108	3.172.509

## Chapitre 53-46

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 53-46

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	26	50.072
Loi de finances pour 2001	403.533	379.488
Modifications des crédits	30.385	30.845
Ouvertures nettes d'autorisations de programme provisionnelles	7.494	////
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>441.438</b>	<b>460.405</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	369.145	////
Délégations	66.596	////
Paiements	////	400.106
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>5.697</b>	<b>60.299</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	5.697	60.299
Loi de finances pour 2002	451.078	403.527
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>456.775</b>	<b>463.826</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport des crédits en provenance :

- du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière :

\* 1. Transports terrestres (chapitre 53-44 article 50)

\* 3. Routes (chapitres 53-42 et 53-43 article 50)

- du chapitre 00-02 article 10 du compte d'affectation spéciale n°902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables"

Montant, en milliers d'euros, des autorisations de programmes provisionnelles non couvertes par des fonds de concours au 1er janvier 2002 : 3.300

**Chapitre 53-47 : Développement des infrastructures, organisation des transports, sécurité, expérimentations et études générales**

**Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles**

Articles de prévision		(en milliers d'euros)	
		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>05</b>	<b>Organisation des transports de défense</b>	"	"
<b>10</b>	<b>Etudes économiques, techniques et expérimentations dans le domaine des transports</b>	<b>3.900</b>	<b>1.783</b>
	Etudes générales, économiques, sociales et techniques, et expérimentations dans le domaine des transports		
<b>20</b>	<b>Etudes économiques et techniques dans le domaine routier national</b>	<b>4.570</b>	<b>8.690</b>
	Etudes autoroutières et études techniques dans le domaine routier		
<b>30</b>	<b>Investissements sur le réseau routier national hors Ile-de-France</b>	<b>687.443</b>	<b>436.443</b>
	Modernisation du réseau routier national en exécution des contrats Etat-régions et autres investissements		
<b>40</b>	<b>Voirie des villes nouvelles</b>	<b>8.690</b>	<b>7.520</b>
	Aménagement de la voirie des villes nouvelles		
<b>51</b>	<b>Etudes, expérimentations en matière d'exploitation de la route, et investissement hors infrastructures</b>	<b>1.524</b>	<b>1.372</b>
	Etudes d'évaluation sur l'accidentologie		
	Etudes d'évaluation sur les enjeux de la sécurité routière		
<b>52</b>	<b>Etudes et expérimentations en matière de sécurité routière</b>	<b>2.134</b>	<b>1.906</b>
	Limiteurs de vitesse		
	Contrôles-sanctions		
<b>53</b>	<b>Centres d'examen du permis de conduire. Actions non déconcentrées</b>	<b>2.134</b>	<b>1.729</b>
	Investissements centres d'examen		
<b>54</b>	<b>Centres d'examen du permis de conduire. Actions déconcentrées</b>	<b>915</b>	<b>549</b>
	Investissements centres d'examen		
<b>55</b>	<b>Etudes et expérimentations du Centre national de sécurité routière</b>	<b>2.287</b>	<b>1.372</b>
	Etudes diverses		
<b>60</b>	<b>Investissements sur le réseau routier national d'Ile-de-France</b>	<b>85.830</b>	<b>87.890</b>
	Modernisation du routier national en exécution des contrats Etat-région et autres investissements		
<b>70</b>	<b>Equipements et aménagements destinés au contrôle routier</b>	<b>3.350</b>	<b>1.615</b>
	Amélioration de l'efficacité des services de contrôle par		

Articles de prévision	Autorisations de programme	Crédits de paiement
l'acquisition, l'équipement et le renouvellement de véhicules et de matériels spécifiques		
<b>80 Etudes en matière de transports ferroviaires et combinés</b>	<b>1.220</b>	<b>366</b>
Etudes relatives à des projets d'infrastructures ferroviaires et de transports combinés		
<b>90 Etudes et travaux en matière de transports collectifs en Ile-de-France au titre de l'aménagement de la voirie nationale</b>	<b>8.390</b>	<b>3.082</b>
Etudes et investissements liés à des projets de transports collectifs nécessitant des aménagements de la voirie nationale dans le cadre de la mise en oeuvre du plan de déplacements urbains (exécution des engagements contractualisés de l'Etat)		
<b>Total pour le chapitre</b>	<b>812.387</b>	<b>554.317</b>

**Chapitre 53-47**

**Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir**

1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	25.809.493	1.191	"	25.808.302	23.030.893	2.777.409
1 <sup>er</sup> janvier 2002	27.196.792	1.191	"	27.195.601	24.127.772	3.067.829

2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002  
(calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	25.809.493	23.030.893
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-206.314	-206.314
Modifications des crédits en 2001	758.321	725.755
Annulations	-2.042	-3.137
Fonds de concours	728.892	728.892
Loi de finances rectificative	31.471	"
Transport de crédits en provenance du chapitre 53-48 du budget Equipement, transports et logement. III. Transports: 2. Sécurité routière (ancien)	22.905	23.121
En compte au 1er janvier 2001	22.019	21.882
Annulations	-111	-111
Fonds de concours	997	1.350
Loi de finances pour 2002	812.387	554.317
En compte au 1er janvier 2002	27.196.792	24.127.772



## Chapitre 53-47

### Transferts et répartitions non soldés

#### 1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Origine	Chapitre	(en milliers d'euros)	
		Crédits de paiement à recevoir	
Ministère		Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Transports et sécurité routière	63-43	1.138	1.138 <sup>1</sup>
Aménagement du territoire	65-00	53	53 <sup>2</sup>
Totaux des crédits de paiement à recevoir		1.191	1.191

#### 2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

<sup>1</sup> Ce transfert était imputé sur le chapitre 63-41 du budget Equipement, transports et logement. III - Transports et sécurité routière : 1. Transports terrestres

<sup>2</sup> Ce transfert était imputé sur le chapitre 53-44 du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière : 1. Transports terrestres

## Chapitre 53-47

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	15.734	536.171
Loi de finances pour 2001	791.919	409.081
Modifications des crédits	766.857	734.292
Ouvertures nettes d'autorisations de programme provisionnelles	332.034	////
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>1.906.544</b>	<b>1.679.544</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	1.868.930	////
Délégations	3.204	////
Paiements	////	1.489.325
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>34.410</b>	<b>190.219</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	34.410	190.219
Loi de finances pour 2002	812.387	554.317
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>846.797</b>	<b>744.536</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport des crédits en provenance :

- du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière :

\* 1. Transports terrestres (chapitre 53-44 hors article 50)

\* 3. Routes (chapitre 53-43 hors article 50)

- du chapitre 00-01 du compte d'affectation spéciale n°902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables"

Montant, en milliers d'euros, des autorisations de programmes provisionnelles non couvertes par des fonds de concours au 1er janvier 2002 : 1.711.438

## Chapitre 63-20 : Subventions d'investissement aux programmes aéronautiques civils

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

Articles de prévision		(en milliers d'euros)	
		Autorisations de programme	Crédits de paiement
21	Soufflerie. ETW	457	457
22	Subventions à divers organismes	2.592	2.592
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>3.049</b>	<b>3.049</b>

## Chapitre 63-20

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	82.574	"	"	82.574	82.560	14
1 <sup>er</sup> janvier 2002	69.090	"	"	69.090	69.076	14

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	82.574	82.560
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-15.923	-15.923
Modifications des crédits en 2001	-610	-610
Annulations	-610	-610
Loi de finances pour 2002	3.049	3.049
En compte au 1er janvier 2002	69.090	69.076

## Chapitre 63-20

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 63-20

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	838	838
Loi de finances pour 2001	3.049	3.049
Modifications des crédits	-610	-610
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>3.277</b>	<b>3.277</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	3.186	////
Délégations	"	////
Paielements	////	3.186
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>91</b>	<b>91</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	91	91
Loi de finances pour 2002	3.049	3.049
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>3.140</b>	<b>3.140</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport des crédits en provenance du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière : 4. Transport aérien et météorologie

## Chapitre 63-43 : Subventions d'investissement aux transports urbains

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>05</b>	<b>Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports</b>	<b>1.070</b>	<b>781</b>
	Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports		
<b>10</b>	<b>Infrastructures de transports collectifs en Ile-de-France</b>	<b>86.900</b>	<b>60.980</b>
	Investissements contractualisés :		
	- Ligne 13 à Gennevilliers - Le Luth		
	- T1 à Noisy-le-Sec		
	- Ermont		
	- Saint-Lazare		
	- TCSP de Saclay - Massy		
	- Pôles d'échanges (dont Massy)		
<b>30</b>	<b>Plans de déplacements urbains (PDU) et autres améliorations des transports collectifs</b>	<b>90.090</b>	<b>53.487</b>
	Investissements prévus dans les plans de déplacements urbains en faveur des transports collectifs et autres actions d'améliorations de ces transports (exécution des engagements contractualisés de l'Etat et autres investissements)		
<b>40</b>	<b>Transports collectifs en site propre de province</b>	<b>114.180</b>	<b>97.444</b>
	Valenciennes		
	Nantes		
	Toulouse		
	Nice		
	Strasbourg		
	Autres opérations		
<b>50</b>	<b>Opérations liées à l'aménagement du réseau routier national</b>	<b>9.087</b>	<b>6.097</b>
	Participation de l'Etat à des travaux intéressant la voirie nationale dont il n'a pas la maîtrise d'ouvrage		
<b>60</b>	<b>Autres opérations routières (opérations déconcentrées)</b>	"	"
	TOM (opérations postérieures à 1994), Corse (programme de développement) et 1% paysage et développement		
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>301.327</b>	<b>218.789</b>

Chapitre 63-43

Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	2.299.148	332	1.138	2.299.954	1.806.202	493.752
1 <sup>er</sup> janvier 2002	2.599.651	332	1.138	2.600.457	2.017.547	582.910

2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002  
(calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	2.299.148	1.806.202
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-461	-461
Modifications des crédits en 2001	-363	-6.983
Annulations	-393	-7.013
Transferts ou répartitions reçus	30	30
Loi de finances pour 2002	301.327	218.789
En compte au 1er janvier 2002	2.599.651	2.017.547



## Chapitre 63-43

### Transferts et répartitions non soldés

#### 1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

(en milliers d'euros)			
Origine		Crédits de paiement à recevoir	
Ministère	Chapitre	Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Urbanisme et logement	65-48	332	332 <sup>1</sup>
Totaux des crédits de paiement à recevoir		332	332

#### 2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

(en milliers d'euros)			
Destination		Crédits de paiement à verser	
Ministère	Chapitre	Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Transports et sécurité routière	53-47	1.138	1.138 <sup>2</sup>
Totaux des crédits de paiement à verser		1.138	1.138

<sup>1</sup> Ce transfert était imputé sur le chapitre 63-42 du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière : 3. Routes

<sup>2</sup> Ce transfert était imputé sur le chapitre 63-41 du budget Equipement, transports et logement. III - Transports et sécurité routière : 1. Transports terrestres

## Chapitre 63-43

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	141.339	55.006
Loi de finances pour 2001	302.977	194.193
Modifications des crédits	-363	-6.982
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>443.953</b>	<b>242.217</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	400.488	////
Délégations	26.794	////
Paievements	////	231.586
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>16.671</b>	<b>10.631</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	16.671	10.631
Loi de finances pour 2002	301.327	218.789
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>317.998</b>	<b>229.420</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport des crédits en provenance :

- du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière :

\* 1. Transports terrestres (chapitre 63-41)

\* 3. Routes (chapitre 63-42)

- du chapitre 00-03 du compte d'affectation spéciale n°902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables"

## Chapitre 63-44 : Subventions d'investissement aux transports interurbains

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>05</b>	<b>Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports</b>	<b>1.220</b>	<b>671</b>
	Etudes, recherches, développement et expérimentations de transports		
<b>10</b>	<b>Transports collectifs régionaux et départementaux</b>	<b>2.590</b>	<b>1.997</b>
	Etudes et aides à la modernisation des transports régionaux, départementaux et locaux		
<b>20</b>	<b>Aide au développement de la productivité des transports terrestres</b>	<b>1.520</b>	<b>1.523</b>
	Fonds régionaux d'aides au conseil (FRAC transports)		
<b>30</b>	<b>Infrastructures de transport ferroviaire</b>	<b>309.630</b>	<b>248.082</b>
	Participation de l'Etat au financement du TGV Est		
	Etudes des liaisons à grande vitesse		
	Modernisation et amélioration du réseau classique dans le cadre des contrats de plan Etat-régions et programmes interrégionaux		
	Autres investissements (aménagement de sécurité...)		
<b>50</b>	<b>Infrastructures de voies navigables</b>	<b>80.800</b>	<b>60.980</b>
	Restauration du réseau des voies navigables notamment dans le cadre des contrats de plan Etat-régions		
<b>60</b>	<b>Infrastructures et équipements de transport combiné</b>	<b>17.990</b>	<b>13.019</b>
	Aides à la réalisation et l'équipement de terminaux de transports combinés		
	Aides à l'acquisition de matériels de transports combinés		
<b>70</b>	<b>Opérations liées à l'aménagement du réseau routier national</b>	<b>13.570</b>	<b>6.048</b>
	Participation de l'Etat à des travaux intéressant la voirie nationale dont il n'a pas la maîtrise d'ouvrage		
<b>80</b>	<b>Autres opérations routières (opérations déconcentrées)</b>	<b>16.760</b>	<b>13.417</b>
	TOM (opérations postérieures à 1994), Corse (programme de développement) et 1% paysage et développement		
<b>90</b>	<b>Subventions pour la construction d'autoroutes concédées</b>	"	"
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>444.080</b>	<b>345.737</b>

Chapitre 63-44

Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	1.922.866	261	"	1.922.605	1.607.592	315.013
1 <sup>er</sup> janvier 2002	2.448.190	261	"	2.447.929	2.032.178	415.751

2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002  
(calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	1.922.866	1.607.592
Opérations terminées au 31 décembre 2000	-6.126	-6.126
Modifications des crédits en 2001	87.370	84.975
Annulations	-654	"
Loi de finances rectificative	88.024	84.975
Loi de finances pour 2002	444.080	345.737
En compte au 1er janvier 2002	2.448.190	2.032.178

## Chapitre 63-44

### Transferts et répartitions non soldés

#### 1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Origine	(en milliers d'euros)		
	Crédits de paiement à recevoir		
Ministère	Chapitre	Au 1er janvier 2001	Au 1er janvier 2002
Environnement	67-20	261	261 <sup>1</sup>
Totaux des crédits de paiement à recevoir		261	261

#### 2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

<sup>1</sup> Ce transfert était imputé sur le budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière :  
- 1. Transports terrestres (chapitre 63-41)  
- 3. Routes (chapitre 63-42)

## Chapitre 63-44

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

	(en milliers d'euros)	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>Exercice 2000</b>		
<b>Sans objet</b>		
<b>Exercice 2001 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	15.499	269.795
Loi de finances pour 2001	387.190	93.810
Modifications des crédits	87.370	84.975
<b>Crédit disponible pour l'exercice</b>	<b>490.059</b>	<b>448.580</b>
<b>Utilisation du crédit:</b>		
Affectations (catégorie I)	269.159	////
Délégations	86.339	////
Paievements	////	159.966
<b>Crédit disponible au 31 décembre 2001</b>	<b>134.561</b>	<b>288.614</b>
<b>Exercice 2002 (situation provisoire)</b>		
Reliquats et reports	134.561	288.614
Loi de finances pour 2002	444.080	345.737
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>578.641</b>	<b>634.351</b>

Les reliquats et reports, pour l'exercice 2001, tiennent compte du transport des crédits en provenance :

- du budget Equipement, transports et logement. III. - Transports et sécurité routière :

\* 1. Transports terrestres (chapitre 63-41)

\* 3. Routes (chapitre 63-42)

- du chapitre 00-03 et du chapitre 00-02 article 20 du compte d'affectation spéciale n°902-26 "Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables"

## Chapitre 63-48 : Sécurité et circulation routières. Participations

### Répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances de l'année et prévision de répartition des autorisations de programme nouvelles

		(en milliers d'euros)	
Articles de prévision		Autorisations de programme	Crédits de paiement
<b>10</b>	<b>Organismes contribuant à la prévention des accidents</b>	<b>1.788</b>	<b>1.569</b>
	Acquisitions de matériels de contrôle au profit des collectivités locales		
	Participations U.T.A.C.		
	Programmes d'études en partenariat		
	<b>Total pour le chapitre</b>	<b>1.788</b>	<b>1.569</b>

## Chapitre 63-48

### Calcul des crédits de paiement restant à ouvrir

#### 1) Situations en début d'année

(en milliers d'euros)

Situation au	Autorisations de programme				Crédits de paiement	
	En compte	Reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en CP	Montant permettant de déterminer les CP à ouvrir ultérieurement	En compte	A ouvrir, hors abondement par transfert ou répartition
	1	2	3	4 = 1-2+3	5	6 = 4 - 5
1 <sup>er</sup> janvier 2001	"	"	"	"	"	"
1 <sup>er</sup> janvier 2002	5.094	"	"	5.094	4.848	246

#### 2) Passage de la situation du 1er janvier 2001 à la situation du 1er janvier 2002 (calcul des colonnes 1 et 5)

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
En compte au 1er janvier 2001	"	"
Transport de crédits en provenance du chapitre 63-48 du budget Equipement, transports et logement. III. Transports: 2. Sécurité routière (ancien)	3.306	3.279
En compte au 1er janvier 2001	3.306	3.279
Loi de finances pour 2002	1.788	1.569
En compte au 1er janvier 2002	5.094	4.848



## Chapitre 63-48

### Transferts et répartitions non soldés

1. Autorisations de programme reçues par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

2. Autorisations de programme versées par transfert ou répartition et restant à couvrir en crédits de paiement

Néant

## Chapitre 63-48

### Eléments d'information sur les crédits disponibles et leur utilisation

(en milliers d'euros)

	Autorisations de programme	Crédits de paiement
--	-------------------------------	------------------------

#### Exercices 2000 et 2001

**Sans objet**

#### Exercice 2002 (situation provisoire) (chapitre nouveau)

Reliquats et reports	"	"
Loi de finances pour 2002	1.788	1.569
<b>Crédit disponible au 1er Janvier 2002</b>	<b>1.788</b>	<b>1.569</b>

### **III. Documents annexes**



## **Crédits ouverts à titre non reconductible**

<b>Chapitre</b>	<b>Article</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant</b>
44-20	30	Actions de concertation et d'animation	45.700
	50	Actions d'incitation en matière de sécurité routière	2.000

## **Présentation des dépenses, par agrégat et titre**

**Situation des dépenses pour 2001, par agrégat et titre (situation provisoire au 25 mars 2002)**

Agrégats	Dépenses ordinaires		Dépenses en capital		Total (€)
	Titre III	Titre IV	Titre V	Titre VI	
14 Développement du réseau routier national	6.717.035		1.483.831.324	45.113.029	1.535.661.388
15 Entretien et réhabilitation du réseau routier national	174.552.830	31.552.631	398.309.218		604.414.679
23 Modernisation et développement des réseaux d'infrastructures		2.598.062.068	2.144.281	80.657.371	2.680.863.720
24 Transport de voyageurs		1.772.702.962	3.839.630	227.446.304	2.003.988.896
25 Transport de marchandises		85.619.276	1.305.726	38.335.605	125.260.607
26 Politiques sociales	84.832	2.660.429.328			2.660.514.160
27 Aviation et aéronautique civiles	49.012.359		159.716.957	3.186.080	211.915.396
<b>Total général</b>	<b>230.367.056</b>	<b>7.148.366.265</b>	<b>2.049.147.136</b>	<b>394.738.389</b>	<b>9.822.618.846</b>



## **Présentation économique des dépenses**

## Récapitulation générale pour l'exercice 2001 (situation provisoire au 25 mars 2002) (1)

Nomenclature économique	Paiements (€)
<b>Achats</b>	<b>56.303.796</b>
Matières premières, produits semi-ouvrés, produits finis	5.365.584
Fournitures non stockables	50.938.212
<b>Prestations externes</b>	<b>292.636.038</b>
Sous-traitance (services)	1.387.286
Locations et redevances de crédit-bail	3.191.786
Entretien et réparations	964.034
Contrats d'études (sauf études liées à la réalisation d'une immobilisation)	58.696.204
Documentation, publicité, relations publiques	1.134.831
Transports et déplacements	726.701
Frais de poste et télécommunications	399.692
Divers	226.135.505
<b>Subventions</b>	<b>7.592.117.014</b>
Subventions aux entreprises (y compris entreprises individuelles)	6.701.021.021
Subventions aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux	791.993.534
Subventions aux autres administrations publiques	57.166.667
Subventions aux ménages et aux associations	41.935.791
<b>Assistance et opérations diverses de répartition</b>	<b>73.559</b>
Bourses	72.633
Opérations diverses	927
<b>Charges de personnel</b>	<b>84.832</b>
Cotisations sociales part de l'Etat	84.832
<b>Impôts et autres charges de gestion courante</b>	<b>830.973</b>
Impôts et taxes et versements assimilés	830.973
<b>Charges financières</b>	<b>160.757</b>
Charges financières diverses	160.757
<b>Immobilisations</b>	<b>1.880.411.877</b>
Immobilisations incorporelles	299.310
Acquisitions de terrains	84.593.395
Acquisitions de bâtiments, travaux et constructions	1.604.981.100
Études et contrôles techniques liés à la réalisation des immobilisations	163.039.547
Matériel technique	24.550.813
Matériel de transport	125.529
Matériel informatique et télématique	618.445
Autres immobilisations corporelles	2.203.739
<b>Total :</b>	<b>9.822.618.846</b>

(1) Cette situation est établie sur la base de la codification économique de 2001. Le total des montants des lignes les plus fines de la nomenclature économique peut être différent du total de la ligne de regroupement, en l'absence de précisions suffisantes sur certains paragraphes.

## **Tableau récapitulatif des crédits et des effectifs sur 5 ans**

Les montants sont exprimés en €

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
<b>DÉPENSES ORDINAIRES</b>						
<b>TITRE III - Moyens des services</b>						
<b>2ème partie - Personnel en retraite. Pensions et allocations</b>						
32-91	Pensions et retraites. Prestations et versements de l'Etat	123.179	118.453	94.518	94.518	91.500
<b>Totaux pour la 2ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>123.179</b>	<b>118.453</b>	<b>94.518</b>	<b>94.518</b>	<b>91.500</b>
<b>5ème partie - Travaux d'entretien</b>						
35-41	Transports terrestres. Entretien et fonctionnement <i>Chapitre supprimé en 2001</i>	1.036.653	1.067.143	1.112.878	"	"
35-42	Routes. Sécurité et circulation routières. Entretien, maintenance et fonctionnement <i>Chapitre créé en 2001, Libellé modifié en 2002</i>	"	"	"	173.886.992	205.941.400
<b>Totaux pour la 5ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>1.036.653</b>	<b>1.067.143</b>	<b>1.112.878</b>	<b>173.886.992</b>	<b>205.941.400</b>
<b>6ème partie - Subventions de fonctionnement</b>						
36-25	Subvention au budget annexe de l'aviation civile <i>Chapitre créé en 2001</i>	"	"	"	18.522.556	"
<b>Totaux pour la 6ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>18.522.556</b>	<b>"</b>
<b>7ème partie - Dépenses diverses</b>						
37-45	Organisation et fonctionnement des transports de défense <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	"	"	"	"	"

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
37-46	Services techniques et actions internationales dans le domaine routier <i>Chapitre créé en 2001, Libellé modifié en 2002</i>	"	"	"	5.145.154	5.103.700
	<b>Totaux pour la 7ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	"	"	"	<b>5.145.154</b>	<b>5.103.700</b>
	<b>Totaux pour le titre III :</b>					
	<b>CP</b>	<b>1.159.832</b>	<b>1.185.596</b>	<b>1.207.396</b>	<b>197.649.220</b>	<b>211.136.600</b>
	<b>TITRE IV - Interventions publiques</b>					
	<b>3ème partie - Action éducative et culturelle</b>					
43-10	Actions de promotion dans le domaine des transports	3.048.980	3.048.980	2.439.184	6.463.838	6.043.100
	<b>Totaux pour la 3ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>3.048.980</b>	<b>3.048.980</b>	<b>2.439.184</b>	<b>6.463.838</b>	<b>6.043.100</b>
	<b>4ème partie - Action économique. Encouragements et interventions</b>					
44-20	Interventions dans le domaine des transports et de la sécurité routière <i>Chapitre créé en 2001, Libellé modifié en 2002</i>	"	"	"	19.728.427	22.913.700
	<b>Totaux pour la 4ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	"	"	"	<b>19.728.427</b>	<b>22.913.700</b>
	<b>5ème partie - Action économique. Subventions aux entreprises d'intérêt national</b>					
45-41	Interventions dans le domaine des transports combinés <i>Chapitre créé en 2001</i>	"	"	"	94.518.391	39.820.000
45-42	Subventions aux transports de voyageurs à courte distance <i>Libellé modifié en 2001</i>	795.921.531	800.637.999	913.703.337	966.735.716	1.506.070.000
45-43	Contribution aux charges d'infrastructures ferroviaires et au désendettement	2.479.151.835	2.479.151.835	2.707.063.115	2.598.062.068	2.358.736.600
45-47	Batellerie <i>Chapitre supprimé en 2001</i>	3.048.980	3.048.980	1.981.837	"	"
	<b>Totaux pour la 5ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>3.278.122.346</b>	<b>3.282.838.814</b>	<b>3.622.748.289</b>	<b>3.659.316.175</b>	<b>3.904.626.600</b>
	<b>6ème partie - Action sociale. Assistance et solidarité</b>					
46-41	Contribution de l'Etat aux transports collectifs en Ile-de-France <i>Libellé modifié en 2001</i>	849.141.026	856.763.477	823.270.428	792.734.890	802.800.000
46-42	Transports collectifs. Compensation pour tarifs sociaux	296.266.371	296.266.371	296.266.371	296.266.371	116.540.000
	<b>Totaux pour la 6ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>1.145.407.397</b>	<b>1.153.029.848</b>	<b>1.119.536.799</b>	<b>1.089.001.261</b>	<b>919.340.000</b>
	<b>7ème partie - Action sociale. Prévoyance</b>					
47-41	Subventions au régime de retraite de la S.N.C.F. et à divers régimes sociaux	2.140.841.549	2.154.208.279	2.252.586.679	2.345.885.477	2.426.317.000

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
	particuliers des transports terrestres <i>Libellé modifié en 2001, en 2002</i>					
47-42	Régimes sociaux particuliers des transports terrestres <i>Chapitre supprimé en 2001</i>	133.527.045	144.857.056	139.089.910	"	"
	<b>Totaux pour la 7ème partie :</b>					
	<b>CP</b>	<b>2.274.368.594</b>	<b>2.299.065.335</b>	<b>2.391.676.589</b>	<b>2.345.885.477</b>	<b>2.426.317.000</b>
	<b>Totaux pour le titre IV :</b>					
	<b>CP</b>	<b>6.700.947.317</b>	<b>6.737.982.977</b>	<b>7.136.400.861</b>	<b>7.120.395.178</b>	<b>7.279.240.400</b>
	<b>Totaux pour les dépenses ordinaires</b>					
	<b>CP</b>	<b>6.702.107.149</b>	<b>6.739.168.573</b>	<b>7.137.608.257</b>	<b>7.318.044.398</b>	<b>7.490.377.000</b>
	<b>DÉPENSES EN CAPITAL</b>					
	<b>TITRE V - Investissements exécutés par l'Etat</b>					
	<b>3ème partie - Transports, communications et télécommunications</b>					
53-22	Programmes aéronautiques civils. Etudes, essais et développement <i>Chapitre créé en 2001</i>	" (")	" (")	" (")	239.345.000 (326.393.000)	263.737.000 (326.393.000)
53-41	Etudes économiques dans le domaine des transports terrestres <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	" (")	" (")	" (")	" (")	" (")
53-44	Transports terrestres. Organisation du secteur des transports <i>Libellé modifié en 1998, Chapitre supprimé en 2001</i>	2.531.000 (3.049.000)	3.070.000 (3.354.000)	3.339.000 (3.506.000)	" (")	" (")
53-45	Equipement des voies navigables et ports fluviaux <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	" (")	" (")	" (")	" (")	" (")
53-46	Entretien préventif, réhabilitation et aménagements de sécurité et d'exploitation des infrastructures <i>Chapitre créé en 2001, Libellé modifié en 2002</i>	" (")	" (")	" (")	379.488.000 (403.533.000)	403.527.000 (451.078.000)

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
53-47	Développement des infrastructures, organisation des transports, sécurité, expérimentations et études générales <i>Chapitre créé en 2001, Libellé modifié en 2002</i>	" (")	" (")	" (")	409.081.000 (791.919.000)	554.317.000 (812.387.000)
<b>Totaux pour la 3ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>2.531.000</b>	<b>3.070.000</b>	<b>3.339.000</b>	<b>1.027.914.000</b>	<b>1.221.581.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(3.049.000)</b>	<b>(3.354.000)</b>	<b>(3.506.000)</b>	<b>(1.521.845.000)</b>	<b>(1.589.858.000)</b>
<b>Totaux pour le titre V :</b>						
	<b>CP</b>	<b>2.531.000</b>	<b>3.070.000</b>	<b>3.339.000</b>	<b>1.027.914.000</b>	<b>1.221.581.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(3.049.000)</b>	<b>(3.354.000)</b>	<b>(3.506.000)</b>	<b>(1.521.845.000)</b>	<b>(1.589.858.000)</b>
<b>TITRE VI - Subventions d'investissement accordées par l'Etat</b>						
<b>3ème partie - Transports, communications et télécommunications</b>						
63-20	Subventions d'investissement aux programmes aéronautiques civils <i>Chapitre créé en 2001</i>	" (")	" (")	" (")	3.049.000 (3.049.000)	3.049.000 (3.049.000)
63-41	Transports terrestres. Subventions d'investissement <i>Chapitre supprimé en 2001</i>	138.264.000 (148.104.000)	140.787.000 (148.638.000)	161.337.000 (191.324.000)	" (")	" (")
63-43	Subventions d'investissement aux transports urbains <i>Chapitre créé en 2001</i>	" (")	" (")	" (")	194.193.000 (302.977.000)	218.789.000 (301.327.000)
63-44	Subventions d'investissement aux transports interurbains <i>Chapitre créé en 2001</i>	" (")	" (")	" (")	93.810.000 (387.190.000)	345.737.000 (444.080.000)
63-45	Voies navigables et ports fluviaux en métropole. Subventions d'équipement <i>Chapitre supprimé en 1998</i>	" (")	" (")	" (")	" (")	" (")

Numéros des chapitres	Désignation des chapitres	1998	1999	2000	2001	2002
63-48	Sécurité et circulation routières. Participations <i>Chapitre créé en 2002</i>	" (")	" (")	" (")	" (")	1.569.000 (1.788.000)
<b>Totaux pour la 3ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>138.264.000</b>	<b>140.787.000</b>	<b>161.337.000</b>	<b>291.052.000</b>	<b>569.144.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(148.104.000)</b>	<b>(148.638.000)</b>	<b>(191.324.000)</b>	<b>(693.216.000)</b>	<b>(750.244.000)</b>
<b>7ème partie - Equipements administratif et divers</b>						
67-17	Recherche scientifique et technique <i>Chapitre supprimé en 2001</i>	5.077.000 (3.964.000)	4.878.000 (4.726.000)	4.772.000 (5.031.000)	" (")	" (")
<b>Totaux pour la 7ème partie :</b>						
	<b>CP</b>	<b>5.077.000</b>	<b>4.878.000</b>	<b>4.772.000</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	<b>AP</b>	<b>(3.964.000)</b>	<b>(4.726.000)</b>	<b>(5.031.000)</b>	<b>("</b>	<b>("</b>
<b>Totaux pour le titre VI :</b>						
	<b>CP</b>	<b>143.341.000</b>	<b>145.665.000</b>	<b>166.109.000</b>	<b>291.052.000</b>	<b>569.144.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(152.068.000)</b>	<b>(153.364.000)</b>	<b>(196.355.000)</b>	<b>(693.216.000)</b>	<b>(750.244.000)</b>
<b>Totaux pour les dépenses en capital</b>						
	<b>CP</b>	<b>145.872.000</b>	<b>148.735.000</b>	<b>169.448.000</b>	<b>1.318.966.000</b>	<b>1.790.725.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(155.117.000)</b>	<b>(156.718.000)</b>	<b>(199.861.000)</b>	<b>(2.215.061.000)</b>	<b>(2.340.102.000)</b>
<b>Totaux généraux :</b>						
	<b>CP</b>	<b>6.847.979.149</b>	<b>6.887.903.573</b>	<b>7.307.056.257</b>	<b>8.637.010.398</b>	<b>9.281.102.000</b>
	<b>AP</b>	<b>(155.117.000)</b>	<b>(156.718.000)</b>	<b>(199.861.000)</b>	<b>(2.215.061.000)</b>	<b>(2.340.102.000)</b>



## **Récapitulation des prévisions de fonds de concours**

<b>Code du fonds de concours</b>	<b>Libellé</b>	<b>Bases juridiques</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Prévisions pour 2002</b>
26-1-1-095	Participations des régions au contrat interrégional du bassin parisien.	Fonds de concours par nature	53-47	12.931.872
	<b>Total :</b>			<b>12.931.872</b>
26-1-1-096	Participation à la réhabilitation des chaussées et ouvrages, aux aménagements en matière de sécurité des infrastructures sur le réseau national et à la construction et à l'équipement des parcs et centres d'entretien.	Fonds de concours par nature	53-46	30.500.000
	<b>Total :</b>			<b>30.500.000</b>
26-1-1-097	Participations à la construction, à l'équipement et à l'exploitation du réseau routier national.	Fonds de concours par nature	53-47	927.000.000
	<b>Total :</b>			<b>927.000.000</b>
26-1-1-098	Participations diverses au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports terrestres.	Fonds de concours par nature	53-47	12.195.921
	<b>Total :</b>			<b>12.195.921</b>
26-1-1-303	Participations diverses à l'aménagement de la voirie des villes nouvelles.	Fonds de concours par nature	53-47	9.940.000
	<b>Total :</b>			<b>9.940.000</b>
26-2-6-352	Participations diverses à l'entretien et au fonctionnement du réseau routier.	Décret n°82-342 du 16 avril 1982 / Arrêté du 14 mars 1985.	35-42	1.829.388
	<b>Total :</b>			<b>1.829.388</b>
26-2-6-403	Remboursement par des tiers des travaux effectués par le service d'études techniques des routes et autoroutes (S.E.T.R.A.), le centre d'études des tunnels (C.E.T.U.) et le centre national des ponts de secours (C.N.P.S.)	Décret n° 82-230 du 9 mars 1982 / Arrêté du 18 janvier 1989	37-46	2.364.784
	<b>Total :</b>			<b>2.364.784</b>
26-1-4-654	Participation financière de l'Union européenne aux projets d'investissement en matière de transports routiers (FEDER et FSE).	Fonds de concours par nature	53-47	15.000.000
	<b>Total :</b>			<b>15.000.000</b>
26-1-4-889	Participations d'Etats européens au financement d'études et de travaux dans le domaine des transports	Fonds de concours par nature	53-47	5.638.180
	<b>Total :</b>			<b>5.638.180</b>
	<b>Total général :</b>			<b>1.017.400.145</b>

**Tableau de passage de la nomenclature 2000 à la  
nomenclature 2001 et à la nomenclature 2002**

<b>2002</b>	<b>2001</b>		<b>2000</b>				
<b>TRANSPORTS ET SECURITE ROUTIERE (section 26)</b>	<b>SECURITE ROUTIERE (section 24)</b>	<b>TRANSPORTS (section 26)</b>	<b>SECURITE ROUTIERE (section 24)</b>	<b>TRANSPORTS TERRESTRES</b>	<b>ROUTES</b>	<b>TR. AERIEN</b>	<b>FITTVN</b>
<b>7 = (5 + 6)</b>	<b>(6)</b>	<b>5 = (1 + 2 + 3 + 4)</b>		<b>(1)</b>	<b>(2)</b>	<b>(3)</b>	<b>(4)</b>
32-91		32-91		32-91			
35-42/10 & 20		35-42/10 & 20			35-42/10 & 20		
35-42/30	35-43/10		35-43/10				
35-42/40	35-43/20		35-43/20				
35-42/50	35-43/20		35-43/20				
36-25		36-25				36-25	
37-46/30 & 50		37-46/30 & 50			37-46/30 & 50		
43-10/10 & 30		43-10/10 & 30		43-10/10 & 30			
44-20/10		44-20/10		45-47/10			
44-20/20		44-20/20		43-10/20			
44-20/30		44-20/30					
44-20/40		44-20/40			44-42/10		
44-20/50	44-43/10		44-43/10				
45-41		45-41					3/20 (partie)
45-42/20 & 30		45-42/10 à 30		45-42/10 à 30			
45-43/10 & 20		45-43/10 & 20		45-43/10 & 20			
46-41/60 & 70		46-41/60 & 70		46-41/60 & 70			
46-42/10 & 20		46-42/10 & 20		46-42/10 & 20			
47-41/10		47-41/10		47-41/10			
47-41/20		47-41/20		47-42/20			
47-41/30		47-41/30		47-42/30			
47-41/40		47-41/40		47-42/10			
53-22		53-22/12 à 84				53-22	
		53-22/80				53-20	
53-46/10		53-46/10			53-42/10		
53-46/20		53-46/20			53-42/20		
53-46/30		53-46/30			53-42/30		
53-46/40		53-46/40			53-42/40		
53-46/50		53-46/50			53-43/50		
53-46/60		53-46/60			53-42/50		
53-46/70	53-48/30		53-48/30				
53-46/80		53-46/80		53-44/50			2/10 (partie)
53-46/90	53-48/40		53-48/40				
53-47/05		53-47/05		53-44/30			
53-47/10		53-47/10		53-44/40			2/10 (partie)
53-47/20		53-47/20			53-43/10		
53-47/30		53-47/30			53-43/20		1/10
		53-47/50			53-43/60		
53-47/40		53-47/40			53-43/40		
53-47/51	53-48/30		53-48/30				
53-47/52	53-48/30		53-48/30				
53-47/53	53-48/30		53-48/30				
53-47/54	53-48/30		53-48/30				
53-47/55	53-48/30						
53-47/60		53-47/60			53-43/90		
53-47/70		53-47/70		53-44/60			
53-47/80		53-47/80					
53-47/90		53-47/90					

2002	2001		2000				
TRANSPORTS ET SECURITE ROUTIERE (section 26)	SECURITE ROUTIERE (section 24)	TRANSPORTS (section 26)	SECURITE ROUTIERE (section 24)	TRANSPORTS TERRESTRES	ROUTES	TR. AERIEN	FITTVN
7 = (5 + 6)	(6)	5 = (1 + 2 + 3 + 4)		(1)	(2)	(3)	(4)
63-20		63-20				63-20	
63-43/05		63-43/05		63-41/30			3/30 (partie)
63-43/10		63-43/10		63-41/17			
		63-43/20		63-41/18			
63-43/30		63-43/30		63-41/20			
63-43/40		63-43/40		63-41/20			
63-43/50		63-43/50			63-42/30		
63-43/60		63-43/60			63-42/40		
63-44/05		63-44/05		63-41/30			3/30 (partie)
63-44/10		63-44/10		63-41/40			
63-44/20		63-44/20		63-41/60			
63-44/30		63-44/30		63-41/70			3/10
63-44/50		63-44/50		63-41/80			2/20
63-44/60		63-44/60					3/20 (partie)
63-44/70		63-44/70			63-42/30		
63-44/80		63-44/80			63-42/40		
63-44/90		63-44/90					
63-48/10	63-48/10		63-48/10				